

REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES PARTICIPATIONS

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

**EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE
A MOYEN ET LONG TERME EN 2023**

JUILLET 2024

AVANT-PROPOS

Élaboré pour la première fois en 2012, **le rapport d'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2023** est le reflet de la régularité de la production de ce document qui traduit la maîtrise par la **Direction Générale de la Dette (DGD)**, créée en 2010, de cet exercice. Cette constance qui répond entre autres aux Standards Internationaux et communautaires contenus dans les dispositions de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), met en exergue les efforts entrepris par la DGD, en termes d'effectifs, d'organisation de ses services et d'actualisation du cadre juridique et institutionnel de ses activités, pour l'accomplissement des missions de centralisation, de production et de diffusion des données de la dette publique qui lui sont dévolues.

Le présent rapport comporte également les métadonnées décrivant notamment le champ d'application, les classifications, la périodicité et le degré de couverture des données de la dette publiées. Cette initiative permet une meilleure compréhension des informations présentées et l'établissement de comparaison à l'échelle nationale et internationale.

Le rapport d'exécution 2023 est mis à la disposition des différentes institutions, partenaires et administrations sous la forme d'un support physique, et est également diffusé sur le site internet de la Direction Générale de la Dette pour être disponible au public le plus large.

La Direction Générale de la Dette en rendant disponible les données, espère répondre aux exigences (du gouvernement, des citoyens, de la société civile, et celles des partenaires techniques et financiers et des investisseurs) liées à la transparence et à la responsabilité. Ce rapport participe ainsi à: (i) améliorer la formulation des politiques économiques basées sur des informations fiables, (ii) améliorer la gestion des finances publiques, (iii) renforcer la gouvernance économique et (iv) favoriser la participation citoyenne.

AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

Ces données n'intègrent pas la dette fiscale, la dette envers de la Banque Centrale (Institut d'Emissions), l'encours des Bons du Trésor Assimilables (BTA) ainsi que les ordonnances des exercices budgétaires antérieurs en attente de paiement.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Réserve Fédérale américaine, de la Banque de Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DE TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de services et prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHE FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

AVERTISSEMENT	3
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION	7
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2018 A 2022	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts de 2018 à 2022	8
1.2. Evolution des décaissements de 2018 à 2022	11
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2018 à 2022	13
1.3.1 Evolution du service de la dette publique extérieure de 2018 à 2022	13
1.4 Evolution de l'encours de la dette publique de 2018 à 2022	15
1.5 Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2018 à 2022	18
2 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023	19
2.1 Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2023	19
2.1.1 Nouveaux engagements	19
2.1.2 Conditions d'emprunt en 2023	21
2.2 Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2023	24
3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2023	29
3.1. Service de la dette publique extérieure en 2023	29
4 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2023	34
4.1 Encours de la dette publique par source de dette à fin 2023	34
4.2 Encours de la dette publique par affectation à fin 2023	35
4.3 Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2023	38
5. INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023	43
5.1 Taux d'endettement public en 2023	43
5.2 Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2023	43
CONCLUSION	44
ANNEXES	46
LISTE DES TABLEAUX	57
LISTE DES GRAPHIQUES	58

INTRODUCTION

L'économie mondiale a été marquée au cours de l'année 2023 par la persistance des effets négatifs de l'invasion russe en Ukraine, d'une inflation encore élevée, d'un durcissement des conditions financières et de la crise immobilière en Chine. En conséquence, comme en 2022, la croissance économique mondiale régresse pour s'établir à 3,2% contre 3,4% l'année précédente. Cette croissance reste inégalement répartie entre les différentes zones géographiques.

Ainsi, les Etats-Unis connaissent une hausse de la croissance à 2,5% contre 1,9% en 2022 suite au développement continu du secteur des services. A contrario, la zone Euro enregistre un repli à 0,4% contre 3,4% un an plus tôt, principalement dû à des taux d'intérêt élevés. En ce qui concerne les pays émergents et en développement, l'activité économique a connu des évolutions divergentes de la croissance en se situant à 4,3% contre 4,1% en 2022. En effet, la chine enregistre une hausse de l'activité économique soutenue par une forte demande intérieure tandis qu'au Brésil, l'activité a diminué en raison du recul des secteurs des services et de l'industrie. De même, l'activité économique en Afrique du Sud a régressé en raison des problèmes d'approvisionnement en énergie.

En Afrique subsaharienne, la croissance est de 3,4%. Cette dernière a connu un recul modéré de 0,6 point de pourcentage consécutif à une poussée inflationniste et une décroissance observée au niveau mondial.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a reculé, sous l'effet conjugué du ralentissement des activités pétrolières et non pétrolières. Dans cette région, la croissance s'établit à 2,0% contre 2,9% en 2022.

L'économie gabonaise régresse lentement en raison de la baisse de la production de bois et de manganèse provenant de l'effet combiné des coûts élevés du carburant, de la baisse de la demande de bois sur les marchés asiatiques et de l'arrêt temporaire des exportations résultant des perturbations sur le réseau ferroviaire. Le produit intérieur brut connaît un repli, passant de 2,4% contre 3,0% en 2022. Aussi, pour poursuivre le vaste programme d'investissement contenu dans le Plan d'Accélération et de la Transformation (PAT), le Gabon a accentué sa présence sur le marché de la dette en 2023. Par ailleurs, le bouleversement politique avec l'avènement du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) a permis la poursuite des activités dans le cadre d'une meilleure gestion des finances publiques en mobilisant des recettes fiscales et en renforçant l'efficacité des dépenses.

Le présent rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2023 s'articule autour des points ci-après:

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2018 à 2022 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2023 ;
3. Service de la dette publique en 2023 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2023.

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2018 A 2022

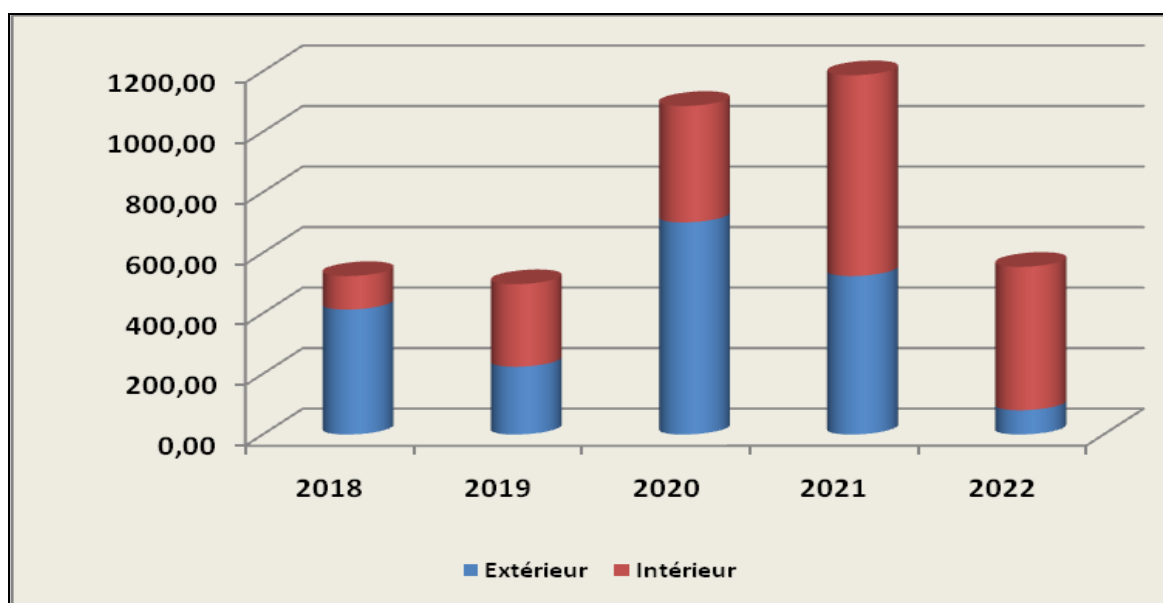
Cette partie présente l'évolution des nouveaux emprunts, des décaissements, du service, de l'encours et des indicateurs de viabilité sur les cinq (5) dernières années.

1.1. Evolution des nouveaux emprunts de 2018 à 2022

1.1.1. Montant des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2018 à 2022

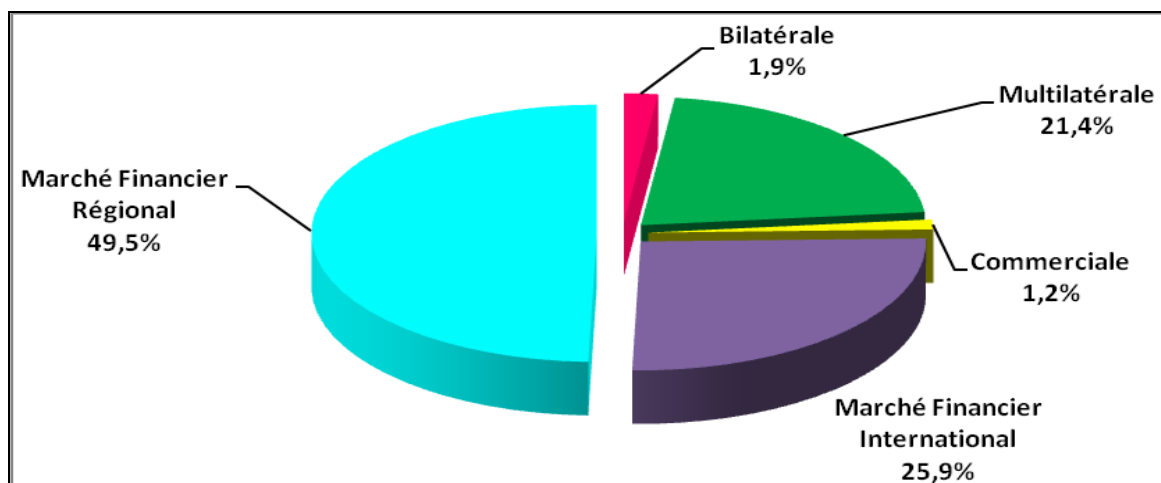
Les nouvelles signatures s'élèvent à 3848,1 milliards de francs CFA entre 2018 et 2022, soit 769,6 milliards de francs CFA en moyenne par an. Elles représentent 50,5% d'emprunts extérieurs et 49,5% d'emprunts intérieurs. Ces nouvelles conventions sont en baisse de 10,6 % du fait de la limitation des engagements auprès des partenaires multilatéraux et envers les porteurs des titres publics sur le marché financier international.

GRAPHIQUE N°1: EVOLUTION DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2018 A 2022
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



Après des niveaux relativement bas réalisés en 2018 et 2019, la période 2020-2021, quant à elle, est marquée par une progression importante des nouveaux engagements nécessaires aux remboursements anticipés des Eurobonds arrivant à échéance en 2023 et 2024 ainsi que le paiement de la dette intérieure pour soutenir l'activité économique impactée par la Covid-19. En revanche, le rythme des nouvelles signatures en 2022 retrouve son niveau d'avant 2020 en raison de l'embellie de l'activité économique nationale et la volonté des autorités de reconstituer à moyen terme les marges d'endettement.

**GRAPHIQUE N°2: REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2018 A 2022
(EN POURCENTAGE)**



Les nouveaux engagements extérieurs se sont chiffrés à 1942,2 milliards de francs CFA. Ils sont constitués de 73,5 milliards de francs CFA d'emprunts bilatéraux, 825,4 milliards de francs CFA d'emprunts multilatéraux, 47,9 milliards de francs CFA d'emprunts commerciaux et 995,5 milliards de francs CFA d'engagements envers le marché financier international. Ceux-ci représentent respectivement 3,8%, 42,5%, 2,5% et 51,3% du total des nouveaux emprunts extérieurs. Comparativement à la période antérieure, ces nouvelles signatures sont en régressions de 27,4 % par rapport à la période précédente. Cette situation s'explique par une baisse d'engagements envers les multilatéraux et le marché financier international.

Entre 2018 et 2019, les nouvelles signatures intérieures sont constituées uniquement des emprunts obtenus sur le marché financier régional pour un montant de 1905,8 milliards de FCFA. Comparativement à la période 2017-2021, ces nouvelles conventions croissent de 17,0%.

1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2018 à 2022

Sur la période 2018-2022, vingt trois (23) contrats ont été engagés pour servir à l'équilibre budgétaire et au financement de neuf (9) projets regroupés en sept (7) secteurs afin de renforcer les équipements, les infrastructures et la riposte au covid-19.

Les nouvelles conventions au soutien à la production totalisent 219,0 milliards de francs CFA. Le secteur de la route enregistre 90,3 milliards de francs CFA affectés au programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon phase 1 (PASIG 1). Le secteur Eau et Electricité englobe 77,0 milliards de francs CFA orientés au Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de la ville de Libreville. Quant au secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), il enregistre 48,1 milliards de francs CFA dédiés à la conception et à la réalisation des travaux d'aménagement et aux conditions de circulation dans la ville de Libreville d'une part, mais aussi au financement complémentaire du plan complet de réinstallation, d'autre part. En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, pêche et élevage, son montant se chiffre à 3,6 milliards de francs CFA alloués au programme de développement agricole et rurale.

Pour ce qui est du secteur social, le montant alloué se chiffre à 93,1 milliards de francs CFA et ne concerne que la santé pour les projets de riposte contre la Covid-19.

Le secteur du sport, quant à lui, concentre 19,8 milliards de francs CFA affectés au projet de construction du stade Omar Bongo Ondimba.

Enfin, le secteur économie et finances totalise 3516,2 milliards de francs CFA orientés majoritairement à l'équilibre budgétaire.

1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2018 à 2022

Les termes moyens des nouvelles signatures se situent à 9,2 ans pour la maturité, 4,4 ans pour le délai de grâce et 4,4% pour le taux d'intérêt. La maturité et le taux d'intérêt se dégradent respectivement de 1,8 an et 0,4 point de pourcentage comparativement à la période antérieure. Le différé quant à lui demeure quasi stable.

Entre 2018 et 2022, les termes moyens des nouveaux engagements extérieurs s'établissent à 14,7 ans pour la maturité, 5,7 ans pour le différé et 3,5% pour le taux d'intérêt. La maturité s'améliore 0,6 an, le taux d'intérêt se détériore de 0,2 point de pourcentage par rapport à la période précédente tandis que le différé reste stable.

Les termes des nouvelles conventions bilatérales se situent à 4,0 ans pour la durée moyenne de remboursement, 1,0 an pour le délai de grâce et 0,4% pour le taux d'intérêt. A l'exception du taux d'intérêt qui enregistre une légère hausse de 0,3 point de pourcentage, le délai de grâce et la maturité restent stables entre les deux périodes antérieures.

Les termes moyens des nouveaux engagements multilatéraux, quant à eux s'établissent à 17,1 ans pour la durée de remboursement, 3,9 ans pour le délai de grâce et 1,6% pour le taux d'intérêt. Comparativement à la période antérieure, la maturité enregistre une légère amélioration de 0,4 an. A contrario, le taux d'intérêt et le différé se dégradent respectivement de 0,6 point de pourcentage et 0,3 an.

S'agissant des termes des nouveaux emprunts commerciaux, ils se fixent à 5,0 ans pour la maturité, 1,0 an pour le différé et 1,3% pour le taux d'intérêt. La maturité, le différé et le taux d'intérêt demeurent stables sur la période d'étude.

Pour ce qui est des nouvelles signatures envers le marché financier international, les termes moyens se situent respectivement à 4,0 ans, 3,6 ans et 2,7% pour la maturité, le différé et le taux d'intérêt. La maturité et le différé enregistrent une diminution de 1,6 an et le taux d'intérêt s'améliore de 1,4 point de pourcentage.

Quant aux termes moyens des nouveaux emprunts intérieurs, ils s'établissent respectivement à 3,3 ans pour la maturité moyenne, 2,3 ans pour le différé moyen et 5,4% pour le taux d'intérêt moyen et sont exclusivement obtenus sur le marché régional.

Comparé à la période précédente, la maturité et le différé moyens sont relativement stables tandis que le taux d'intérêt connaît une appréciation de 0,4 point de pourcentage.

TABLEAU N°1 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2018 A 2022			
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	14,7	5,7	3,5%
Bilatéraux	4,0	1,0	0,4%
Multilatéraux	17,1	3,9	1,6%
Commerciaux	5,0	1,0	1,3%
Marchés financier	4,0	3,6	2,7%
Emprunt Intérieur	3,3	2,3	5,4%
Marché Financier Régional	3,7	2,8	5,4%
Ensemble	9,2	4,4	4,4%

Pour ce qui est de la couverture des risques, le portefeuille des nouvelles conventions est moyennement exposé au risque de taux d'intérêt. En effet, la part des nouvelles signatures à taux variable représentent 28,4% du montant total des nouveaux emprunts sur la période précédente. Le risque de taux de change, quant à lui, demeure maîtrisé en raison du poids des engagements à taux fixe qui se situe à 81,6%.

1.2. Evolution des décaissements de 2018 à 2022

Les mobilisations sur financements extérieurs (FINEX) et intérieurs (FININ) sur la période 2018-2022 se sont élevées à 4697,4 milliards de francs CFA dont 59,1% de tirages extérieurs et 40,9% de tirages intérieurs. Comparativement à la période précédente, ces financements sont en baisse de 2,8%.

1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2018 à 2022

Les tirages sur financements extérieurs se chiffrent à 2774,6 milliards de francs CFA, soit une baisse de 13,0% par rapport la période 2017-2021. Ce résultat se justifie par le recul des décaissements sur les emprunts multilatéraux, commerciaux et ceux réalisés sur le marché financier international.

TABLEAU N°2 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2018 A 2022

En Milliards de Francs CFA

	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Emprunt Extérieur	495,3	409,2	923,1	581,3	365,6	2774,6
Bilatéral	170,3	124,3	32,9	16,9	50,8	395,2
Multilatéral	322,4	277,3	284,2	105,7	311,8	1301,3
Commercial	2,7	7,6	10,8	2,7	3,0	26,8
Marché Financier International	0,0	0,0	595,2	456,0	0,0	1051,2
Emprunt Intérieur	110,7	272,8	384,8	680,5	474,0	1922,8
Bancaire	0,0	0,0	0,0	17,0	0,0	17,0
Marché Financier Régional	110,7	272,8	384,8	663,5	474,0	1905,8
Total Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs	606,1	682,0	1 307,8	1 261,8	839,6	4 697,4

Les tirages bilatéraux se situent à 395,2 milliards francs CFA, soit un niveau quasi stable par rapport à la période 2017-2021.

Les décaissements multilatéraux quant à eux, se chiffrent à 1301,3 milliards de francs CFA de 2018 à 2022. Ils décroissent de 17,9 %. Ce résultat s'explique par la baisse des tirages auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque de Internationale pour la Reconstruction et de Développement (BIRD) et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) comparativement à la période antérieure.

Le montant des tirages réalisés auprès des banques commerciales s'est établi à 26,8 milliards de francs CFA. Ce dernier enregistre une baisse de 38,6% par rapport à la période 2017-2021 en raison de la diminution des décaissements auprès des créanciers chinois.

Les fonds obtenus sur le marché financier international se sont chiffrés à 1051,2 milliards de francs CFA et enregistrent une baisse de 9,7% sur la période d'étude. Ce résultat est dû à l'absence du Gabon sur le marché international en 2022.

1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2018 à 2022

Les tirages sur financements intérieurs (FININ) se sont chiffrés à 1922,8 milliards de francs CFA entre 2018 et 2022. Ils augmentent de 16,8% par rapport à la période 2017-2021. Cette situation résulte de la présence accrue du Gabon sur le marché financier régional entre les deux périodes.

Les décaissements effectués auprès des banques locales s'élèvent à 17,0 milliards de francs CFA sur la période 2018-2022 et enregistrent une forte diminution de 77,2%. Cette régression fait suite à la baisse des engagements auprès des banques locales.

Le marché financier régional quant à lui, totalise 1905,8 milliards de francs CFA de 2018 à 2022. Il connaît une hausse de 21,3% comparé à la période antérieure qui se justifie par la volonté des Autorités de renforcer la présence du Gabon sur le marché financier régional.

1.3. Evolution du service de la dette publique de 2018 à 2022

Entre 2018 et 2022, le service de la dette publique se chiffre à 4880,8 milliards de francs CFA pour une moyenne annuelle de 976,2 milliards de francs CFA. Il est composé de 3584,3 milliards de francs CFA de principal et de 1296,5 milliards de francs CFA d'intérêts. Ce service est en hausse de 6,9% par rapport à la période 2017-2021 et a été réalisé au profit des partenaires extérieurs et intérieurs respectivement de 55,1% et 44,9%.

1.3.1 Evolution du service de la dette publique extérieure de 2018 à 2022

Le service de la dette publique extérieure s'établit à 2686,9 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 537,4 milliards de francs CFA et décroît de 1,6% par rapport à la période 2017-2021. Il est composé de 1901,1 milliards de francs CFA d'amortissement et 785,8 milliards de francs CFA d'intérêt.

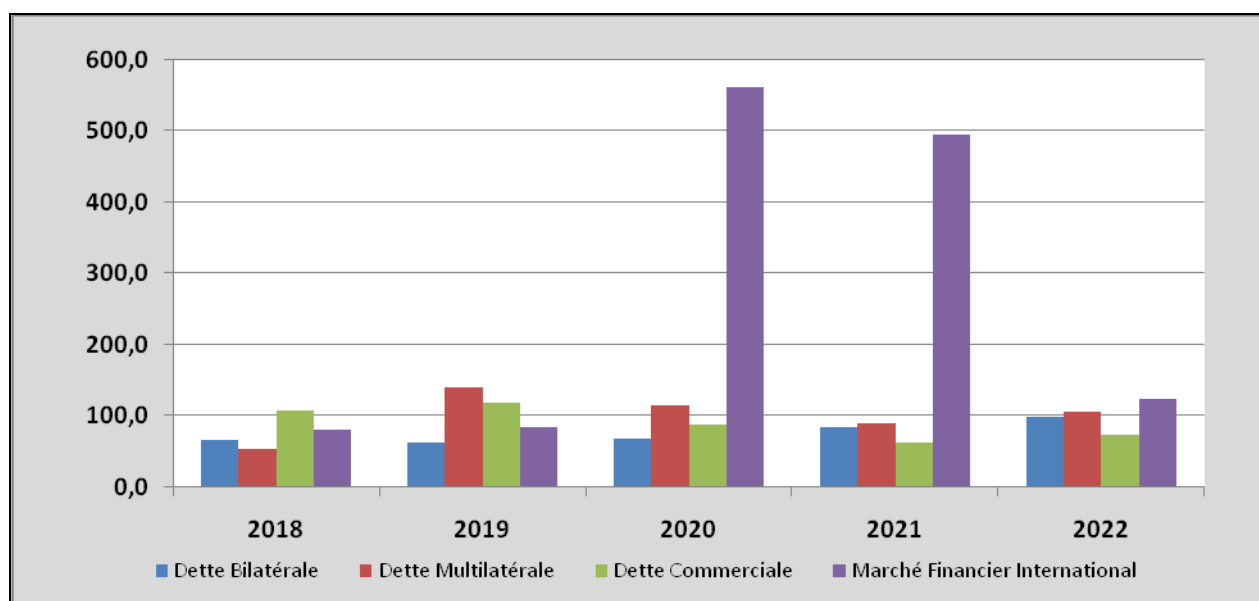
Le service de la dette bilatérale se chiffre à 381,0 milliards de francs CFA et représente 14,2% du service total extérieur. Il est en hausse de 10,9 % par rapport à la période précédente du fait de l'augmentation du service envers les créanciers chinois et français.

Le service multilatéral quant à lui, se situe à 505,0 milliards de francs CFA et concentre 18,8% du service extérieur. Il croît de 13,8% entre 2018 et 2022. Cette augmentation provient d'un service important envers la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID), Banque Africaine d'Exportation et d'Importation (AFREXIMBANK), la Banque Mondiale (BIRD), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

Le service de la dette commerciale pour sa part, englobe 16,9% du service extérieur en se situant à 453,9 milliards de francs CFA. Il est en régression de 13,2% par rapport à la période précédente. Cette baisse se justifie par le règlement important du service dû aux banques commerciales chinoises, françaises, espagnoles, anglaises, belges, suisses, autrichiennes, hongkongaises, allemandes et israéliennes.

Le service envers le marché financier international se chiffre à 1347,1 milliards de francs CFA, et correspond à 50,1% du total du service extérieur. Il décroît de 5,3%. Comparativement à la période 2017-2022.

GRAPHIQUE N°3: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE DE 2018 A 2022
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.3.2 Evolution du service de la dette publique intérieure de 2018 à 2022

Le service de la dette intérieure s'est fixé à 2193,9 milliards de francs entre 2018 et 2022, soit une moyenne de 438,8 milliards de francs par an. Il est constitué de 1683,2 milliards de francs de principal et 510,7 milliards de francs CFA d'intérêts. Ce service connaît une hausse de 19,5% et représente 44,9% du service total.

D'un montant de 559,3 milliards de francs CFA, le service envers les banques locales sur la période 2018-2022 se chiffre en moyenne à 111,9 milliards de francs CFA par an. Il absorbe 25,5% du total du service intérieur et progresse de 11,5% par rapport à la période antérieure en raison de l'accroissement du service envers la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI) et Banque International pour le Commerce et l'Industrie du Gabon(BICIG).

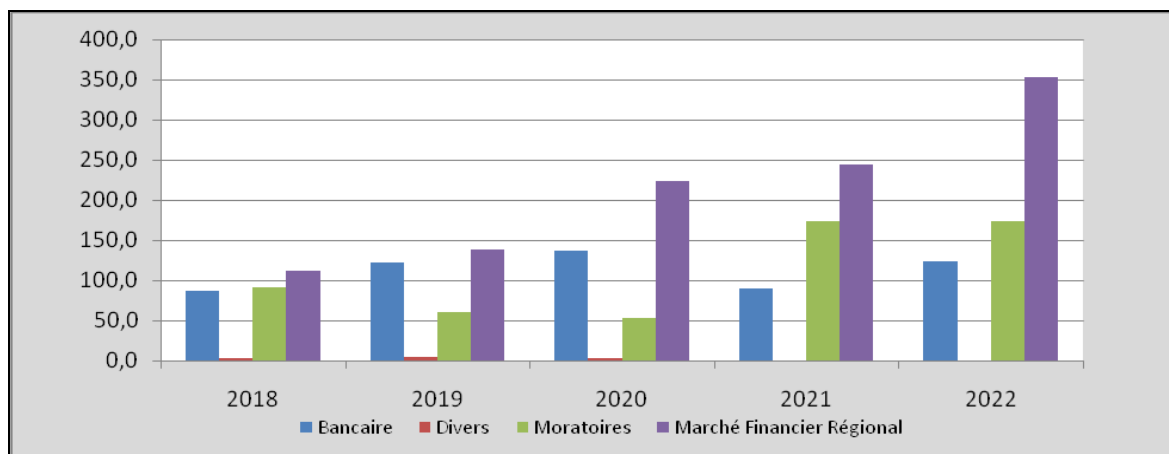
Le service envers le marché financier régional s'est fixé à 171,2 milliards de francs CFA, soit une moyenne de 214,2 milliards de francs CFA sur la période 2018-2022. Il concentre 48,8% du service total intérieur et est en hausse de 34,0% comparé à la période antérieure.

Entre 2018 et 2022, le service dû au titre de la dette moratoire s'établit à 552,2 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 110,4 milliards de francs CFA. Il représente 25,1% du service total intérieur et connaît une augmentation de 7,5 % en comparaison à son niveau de la période 2017-2021 en raison de l'accroissement des engagements envers les fournisseurs de l'Etat.

S'agissant du service de la dette diverse, il se chiffre à 11,2 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à une moyenne de 2,2 milliards de francs CFA sur la période d'étude.

Ce service chute de 46,4% par rapport à la période antérieure suite aux règlements envers les fournisseurs de l'Etat. Par ailleurs, le service de la dette diverse concentre 0,5% du montant total du service intérieur.

GRAPHIQUE N°4: SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE 2018 A 2022 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4 Evolution de l'encours de la dette publique de 2018 à 2022

Entre 2018-2022, l'encours de la dette publique se chiffre en moyenne à 6161,4 milliards de francs CFA, soit une hausse 8,2% par rapport à son niveau de la période 2017-2021 du fait de l'augmentation de la dette intérieure.

1.4.1 Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2018 à 2022

Sur la période sous revue, l'encours de la dette extérieure se situe en moyenne à 4087,5 milliards de francs CFA. Il englobe 66,3% du total de la dette publique et progresse de 6,1% en raison de la progression de la dette multilatérale.

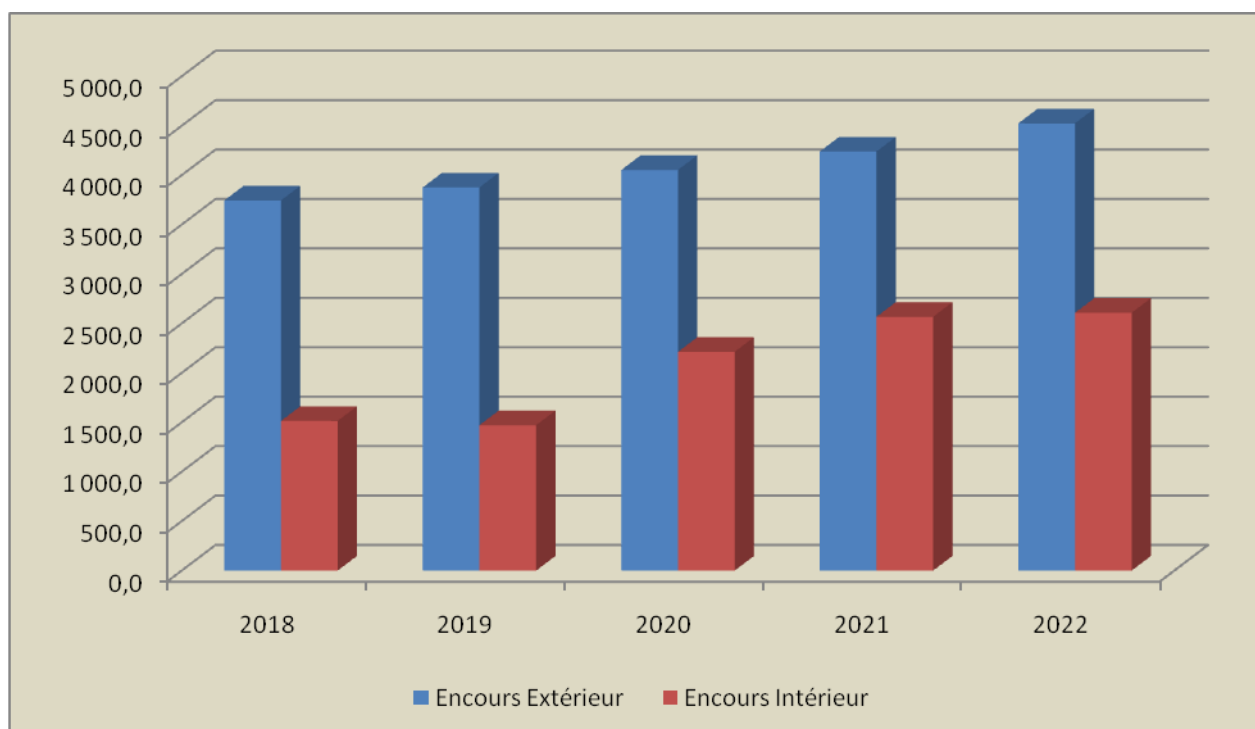
Sur la période 2018-2022, l'encours de la dette multilatérale s'établit en moyenne à 1567,5 milliards de francs CFA, soit 38,4% de l'encours total extérieur. Il enregistre une hausse de 14,5% par rapport à la période 2017-2021. Ce résultat est consécutif à la poursuite des mobilisations auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de relancer l'économie.

Le total de la dette bilatérale s'élève en moyenne à 841,2 milliards de francs CFA. Comparativement à la période 2017-2021, l'encours de la dette bilatérale augmente de 4,6% et concentre 20,6% du montant total de la dette extérieure. Cette évolution est due à l'importance des engagements financiers envers les créanciers français et chinois.

L'encours de la dette commerciale se chiffre en moyenne à 298,1 milliards de francs CFA. Il recule de 19,5% par rapport à la période précédente et absorbe 7,3% de l'encours extérieur. Cette situation se traduit par la volonté des autorités à recourir de moins en moins à ce type d'emprunts au profit des prêts semi-concessionnels.

L'encours sur le marché financier international se fixe en moyenne à 1380,2 milliards de francs CFA sur la période 2018-2022, ce qui équivaut à 33,8% du total de l'encours extérieur. Il connaît une progression de 5,6% par rapport à la période antérieure.

GRAPHIQUE N°5: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2018 A 2022
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.2 Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2018 à 2022

Sur la période 2018-2022, l'encours de la dette intérieure s'établit en moyenne à 2074,4 milliards de francs CFA, soit 33,7% du total de la dette publique. Il augmente de 12,5% par rapport à la période précédente du fait de la hausse des engagements envers le marché financier régional.

L'encours de la dette envers les banques locales se situe en moyenne à 820,9 milliards de francs CFA sur la période 2018-2022 et absorbe 39,6 % du total intérieur. Il évolue à la hausse de 9,4% du fait de l'augmentation des engagements envers BICIG d'une part et l'opération de la titrisation d'autre part.

Entre 2018-2022, le montant de l'encours envers le marché régional se fixe à 905,5 milliards de francs CFA en moyenne, ce qui équivaut à 33,8% de la dette intérieure. Il

enregistre une hausse de 43,6% comparativement à la période antérieure du fait de la volonté du gouvernement de maintenir sa présence sur le marché financier régional.

Le stock de la dette moratoire s'élève en moyenne à 346,6 milliards de francs CFA. Il diminue de 1,1% par rapport à la période 2017-2021 et englobe 16,7% de l'encours intérieur. Cette baisse se justifie par le règlement des créances de l'administration envers ses fournisseurs et prestataires de services.

La dette diverse représente 0,1% du total intérieur en se situant en moyenne à 1,4 milliards de francs CFA sur la période 2018-2022 et régresse de 66,6% par rapport à la période précédente.

1.4.3 Evolution des termes moyens de l'encours de la dette publique de 2018 à 2022

Sur la période 2018-2022, les termes moyens de l'encours se fixent à 8,4 ans pour la maturité, 1,9 an pour le différé et 3,8% pour le taux d'intérêt. Ces derniers sont relativement stables par rapport à la période 2017-2021.

En ce qui concerne les termes moyens de l'encours extérieur, ils se situent à 10,1 ans pour la durée de remboursement, 2,3 ans pour le délai de grâce et 3,5% pour le taux d'intérêt. Ces termes sont stables comparativement à la période antérieure.

Quant aux termes moyens de l'encours intérieur, ils s'établissent à 5,1 ans pour la durée, 1,1 an pour le différé et 4,5% pour le taux d'intérêt. Ces termes se dégradent légèrement par rapport à la période précédente.

1.4.4 Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies de 2018 à 2022

L'encours de la dette publique sur la période 2018-2022 se compose du Franc CFA, du Dollar Américain, de l'Euro, du Yuan Renminbi et du Dinar Islamique, pour respectivement 42,3%, 31,4%, 22,2%, 3,0% et 1,1% du montant total de l'encours par monnaie. Comparée à la période précédente, cette composition demeure identique.

Le portefeuille de la dette publique est modérément exposé au risque de change. En effet, le stock de la dette publique est constitué de 64,5 % des monnaies à taux de changes fixes et de 35,5% des monnaies à taux de changes flottants. Les monnaies à taux de changes fixes progressent de 2,0 points en raison de l'accroissement des engagements signés en monnaie locale. Quant aux engagements contractés à taux de changes variables, ils diminuent de 2,0 points en raison de la baisse simultanée des engagements en devises.

1.5 Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2018 à 2022

Entre 2018 et 2022, le taux d'endettement, la pression du service et la charge de la dette sur les recettes budgétaires se situent respectivement en moyenne à 60,2%, 55,9% et à 12,3%.

1.5.1 Evolution du taux d'endettement public de 2018 à 2022

Sur la période 2018 à 2022, le taux d'endettement moyen se situe à 59,8%. Il s'améliore de 0,3 point par rapport à la période 2017-2021. Cette situation s'explique par la consolidation de l'activité économique.

1.5.2 Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2018 à 2022

Le ratio de liquidité s'établit en moyenne à 51,0% sur la période d'étude et augmente de 0,3 point de base par rapport à son niveau de 2017-2021. L'évolution plus rapide du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires justifie cette tendance. En outre, le ratio de liquidité de la dette évolue en dent de scie avec un pic en 2020, soit 71,3%.

Les intérêts de la dette rapportés aux recettes budgétaires se fixent à 13,4% en moyenne. Par ailleurs, le ratio de la charge de la dette se dégrade de 2,0 points de pourcentage par rapport à la période précédente.

2 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement public compare les prévisions contenues dans la stratégie d'endettement aux réalisations obtenues en 2023 en termes de plafonds de nouveaux engagements, des mobilisations des prêts extérieurs et intérieurs et des conditions de financement.

Le plafond des nouvelles conventions arrêté dans la loi de finances 2023 s'établit à 877,5 milliards de francs CFA contre une réalisation de 1258,3 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 143,4%. Il est composé de 444,6 milliards de francs CFA de nouvelles signatures extérieures et de 813,7 milliards de francs CFA de nouvelles signatures intérieures contre respectivement 427,5 milliards et 450,0 milliards de francs CFA prévus. Ces fonds ont été alloués aux projets et à l'équilibre budgétaire.

Prévus à 1005,8 milliards de francs CFA en 2023, les tirages sur financements extérieurs et intérieurs se chiffrent à 1261,6 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 125,4%. Ils sont constitués de 447,9 milliards de francs CFA de financements extérieurs et de 813,7 milliards de francs CFA de tirages intérieurs. Ces derniers ont été affectés à 106,1 milliards de francs CFA de prêts projets, 40,0 milliards de francs CFA de prêts programmes et 1115,5 milliards de francs CFA d'emprunts d'équilibre budgétaire.

Le service de la dette publique s'élève à 1534,9 milliards de francs CFA dont 1189,2 milliards de francs CFA de principal et 345,7 milliards de francs CFA d'intérêts. Il baisse de 0,8% par rapport à sa prévision. En outre, il est composé de 801,9 milliards de francs CFA de service extérieur et de 733,0 milliards de francs CFA de service intérieur.

Le stock de la dette publique en 2023 s'établit à 7081,0 milliards de francs CFA et est constitué de 4354,6 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2726,4 milliards de francs CFA de dette intérieure. Cet encours est en régression de 0,7% par rapport à son niveau de 2022.

2.1 Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2023

2.1.1 Nouveaux engagements

2.1.1.1 Montant des nouveaux engagements en 2023

En 2023, les nouvelles signatures se sont chiffrées à 1258,3 milliards de francs CFA contre une prévision de 877,5 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 143,4%. Ces nouveaux engagements progressent de 127,1% par rapport à l'année précédente en raison de l'accroissement des fonds levés sur le marché financier régional d'une part, et la mobilisation des financements envers les partenaires commerciaux et auprès du marché financier international en 2023, d'autre part.

Les nouveaux engagements rapportés au PIB sur l'année d'étude se sont situés à 10,3% contre une prévision fixée à 8,5% dans la stratégie d'endettement.

TABLEAU N°3 : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant	% du PIB
Emprunts Extérieurs	444,6	3,7
Bilatéral	0,0	0,0
Multilatéral	36,9	0,3
Commercial	106,0	0,9
Marché Financier International	301,8	2,5
Emprunts Intérieurs	813,7	6,7
Bancaire	39,0	0,3
Marché Financier Régional	774,7	6,4
Total Nouveaux Engagements	1258,3	10,3.

2.1.1.2 Répartition des nouveaux engagements en 2023

En 2023, le montant des nouvelles conventions se chiffre à 444,6 milliards de francs CFA d'emprunts extérieurs et 813,7 milliards de francs CFA d'emprunts intérieurs, soit des taux de réalisation respectifs de 104,0% et 180,8%. Ces engagements ont été affectés à hauteur de 11,4% pour les prêts projets et 88,8% pour les opérations d'équilibre budgétaire.

2.1.1.3 Répartition des nouveaux engagements extérieurs

Les nouveaux engagements extérieurs représentent 35,3% du total des nouvelles signatures. Ces dernières enregistrent une baisse de 364,5 milliards de Francs CFA par rapport à leur niveau de l'année précédente. Cette progression résulte de la mobilisation des engagements commerciaux et ceux envers le marché financier international.

Les nouveaux emprunts multilatéraux se sont établis à 36,9 milliards de Francs CFA, soit 8,3% du montant total des engagements extérieurs. Comparativement à l'année antérieure, ils connaissent un accroissement de 30,2 milliards de Francs CFA en raison de la hausse des financements obtenus auprès de la Banque Mondiale (BIRD). Ces fonds ont été orientés en totalité au bénéfice du secteur de la Télécommunication et Communication.

S'agissant des nouvelles signatures commerciales, elles se chiffrent à 106,0 milliards de Francs CFA et concentrent 23,8% du total des nouveaux emprunts extérieurs et ont été conclus avec les banques SANTANDER et DEUTSCHE BANK. Ils ont été affectés aux secteurs de la Défense et du Bâtiment et Travaux Publics (BTP).

Pour ce qui est des fonds levés sur le marché financier international, ils s'élèvent à 301,8 milliards de Francs CFA. Aussi, il absorbe 67,9% du montant total des nouveaux emprunts.

2.1.1.4 Répartition des nouveaux engagements intérieurs

Le montant des nouveaux emprunts intérieurs s'élève à 813,7 milliards de Francs CFA, soit 64,7% du montant total de nouveaux engagements. Comparativement à l'année précédente, les nouveaux engagements intérieurs enregistrent une augmentation de 71,7% en raison de la hausse des financements obtenus sur le marché financier régional.

Les nouveaux prêts bancaires se chiffrent à 39 milliards de Francs CFA et concentrent 4,8% du total des nouvelles signatures intérieures. Ils ont été exclusivement conclus auprès d'Ecobank pour une opération de rachat.

Quant aux nouveaux emprunts sur le marché financier régional, ils s'établissent à 774,7 milliards de Francs CFA, soit 95,2% des nouveaux engagements intérieurs. Ils connaissent une hausse de 63,4% par rapport à l'année précédente.

2.1.2 Conditions d'emprunt en 2023

Cette partie a pour objet de comparer les prévisions de la stratégie d'endettement public en 2023 aux réalisations en matière de termes des nouveaux engagements.

2.1.2.1 Nouveaux engagements par type de monnaie en 2023

Les nouveaux engagements en 2023 ont été signés en Euro, en Dollar américain et en francs CFA respectivement à hauteur de 11,4%, 24,0% et 64,6% du total des nouveaux emprunts par type de monnaie.

Les nouveaux engagements en Euro s'établissent à 142,8 milliards de Francs CFA contre une prévision de 75,0 milliards de Francs CFA, correspondant à un taux de réalisation de 190,4%. Ces nouveaux emprunts semi-concessionnels en Euro ont été signés auprès des partenaires multilatéraux et commerciaux.

En 2023, les nouveaux emprunts en Dollar américain se sont chiffrés à 301,8 milliards de francs CFA contre 494,9 milliards de Francs CFA prévus, soit un taux d'exécution de 61,0%. Ces emprunts ont été exclusivement obtenus sur le marché financier international.

Prévus à 578,0 milliards de Francs CFA, les nouvelles conventions en Francs CFA se situent à 813,7 milliards de Francs CFA, soit un taux de réalisation de 140,8%. Ces financements ont été mobilisés auprès des créanciers bancaires et sur le marché financier régional.

2.1.2.2. Termes moyens des nouveaux engagements en 2023

Les termes moyens des nouveaux engagements en 2023 se sont fixés à 7,5 ans pour la maturité, 2,9 ans pour le délai de grâce et 5,9% pour le taux d'intérêt contre des prévisions

respectives de 9,6 ans, 4,4 ans et de moins de 5%. Ces termes ne sont pas conformes aux prévisions. En comparaison à l'année précédente, la maturité et le différé moyens s'améliorent respectivement de 1,9 an et 0,2 an en raison des conditions favorables obtenues sur les emprunts extérieurs et intérieurs. En revanche, le taux d'intérêt se dégrade de 1,7 point de base du fait des conditions peu favorables obtenues principalement sur les nouveaux emprunts extérieurs.

Les termes moyens des nouvelles conventions extérieures se sont établis à 14,3 ans pour la maturité, 4,0 ans pour le différé et 6,5% pour le taux d'intérêt. La durée de remboursement et le différé moyen respectent les cibles stratégiques contenues dans la stratégie d'endettement public tandis que le taux d'intérêt n'est pas conforme. La maturité, le délai de grâce et le taux d'intérêt se déprécient respectivement de 5,4 ans et de 0,4 an et 4,4 points de base par rapport à l'année 2022. Cette situation se justifie par les conditions peu favorables obtenues sur toutes les conventions extérieures.

Les termes moyens de nouveaux engagements intérieurs se situent à 3,7 ans pour la durée de remboursement, 2,3 ans pour le différé et 5,5% pour le taux d'intérêt contre respectivement 5,0 ans, 4,0 ans et moins de 5,0% en prévisions. Ces derniers ne sont pas conformes aux prévisions stratégiques. En comparaison à 2022, la maturité et le taux d'intérêt moyens se dégradent. Cependant, le différé moyen reste stable.

TABLEAU N°4 : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2023

	Prévisions			Réalizations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	12,9	4,8	- de 5,0%	14,3	4,0	6,5
Bilatéral	15,0	3,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Multilatéral	18,0	5,0	- de 5,0%	15,0	4,5	0,9
Commercial	8,5	2,0	- de 5,0%	12,3	2,3	3,7
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	15,0	4,5	8,2
Emprunt Intérieur	5,0	4,0	- de 5,0%	3,7	2,3	5,5
Marché Financier Régional	5,0	4,0	- de 5,0%	3,7	2,3	5,5
Ensemble	9,6	4,4	- de 5,0%	7,5	2,9	5,9

2.1.2.3 Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2023

En 2023, le risque de taux de change du portefeuille de la dette publique est maîtrisé. Ce résultat est consécutif à la part importante des monnaies à taux de change fixe qui représente 76,1 % dudit portefeuille, soit 14,9% pour l'Euro et 85,1% pour le Franc CFA. Le poids des monnaies à taux de change variable, exclusivement signé en dollar, concentre 23,9% du montant total du portefeuille la dette publique.

Pour ce qui est de taux d'intérêt, il est maîtrisé. En effet, l'ensemble des nouveaux engagements a été signé à taux d'intérêt fixe.

En ce qui concerne le risque de refinancement, le portefeuille de la dette y est exposé. En effet, la maturité et le différé moyens se situent à des niveaux faibles et se fixent respectivement à 7,5 ans et 2,9 ans.

En somme, les recommandations de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille de nouveaux emprunts ont été respectées dans l'ensemble. Pour ce qui est de la couverture des risques, seul le risque de refinancement n'a pas été maîtrisé en 2023.

2.2 Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2023

Les décaissements sur financements extérieurs et intérieurs se sont établis à 1261,6 milliards de francs CFA en 2023 contre un montant prévu de 1005,8 milliards de francs CFA inscrit dans la Loi de Finances, soit un taux d'exécution de 125,4%. Cette forte mobilisation provient essentiellement des fonds obtenus sur le marché financier régional. Par ailleurs, les tirages sur FINEX et FININ progressent de 50,3% par rapport à leur niveau de 2022.

TABLEAU N°5 : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunt Extérieur	555,8	447,9	-107,9
Bilatéral	44,4	16,2	-28,1
Multilatéral	184,0	99,2	-84,7
Commercial	0,0	30,7	30,7
Marché Financier International	327,5	301,8	-25,7
Emprunt Intérieur	450,0	813,7	363,7
Bancaire	0,0	39,0	39,0
Marché Financier Régional	450,0	774,7	324,7
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	1 005,8	1 261,6	255,8

2.2.1 Décaissements sur financements extérieurs

Les décaissements extérieurs à fin décembre 2023 se sont chiffrés à 447,9 milliards de francs CFA contre 555,8 milliards de francs CFA prévus, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 80,6%. Ce résultat se justifie par une mobilisation atténuée des ressources obtenues sur le marché financier international. Par ailleurs, les décaissements effectués sur les financements extérieurs croissent de 22,5% comparativement à son niveau de 2022.

Les tirages réalisés auprès des bailleurs bilatéraux se sont établis à 16,2 milliards de francs CFA contre une prévision de 44,4 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 36,5%. Ce faible niveau de mobilisation se justifie par des tirages moins importants réalisés auprès des partenaires français et l'absence des décaissements auprès des partenaires chinois.

Les décaissements effectués auprès des partenaires multilatéraux se sont élevés à 99,2 milliards de francs CFA pour une prévision de 184,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,9%. Cette situation s'explique par des niveaux de décaissements moins importants obtenus auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) et du Fonds Monétaire International (FMI) mais aussi par l'absence des tirages auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), du Fonds d'Investissement du Développement Agricole (FIDA) et de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA).

En l'absence des prévisions en 2023, les ressources mobilisées auprès des créanciers commerciaux s'établissent à 30,7 milliards de francs CFA. Ce niveau de réalisation provient des décaissements obtenus exclusivement auprès de la banque espagnole UKF Santander.

Prévus à 327,5 milliards de francs CFA, les décaissements mobilisés sur le marché financier international ont été exécutés à hauteur de 92,2% pour s'établir à 301,8 milliards de francs CFA.

Globalement, les décaissements sur financements extérieurs ont été majoritairement réalisés sur le marché financier international. En effet, ces tirages représentent 67,4% du montant total des décaissements extérieurs, tandis que, les créanciers multilatéraux, commerciaux et bilatéraux concentrent respectivement 22,2%, 6,8% et 3,6% du total des tirages extérieurs.

2.2.2 Décaissements sur financements intérieurs

En 2023, les décaissements sur financements intérieurs s'établissent à 813,7 milliards de francs CFA, pour une prévision de 450,0 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'exécution de 180,8%. Cette très forte mobilisation résulte de la confiance et de l'attrait des investisseurs envers les titres publics gabonais. En outre, les décaissements effectués sur les financements intérieurs croissent de 71,7% comparativement à son niveau de 2022.

Prévu à 450,0 milliards de francs CFA, le montant total des interventions sur le marché financier régional s'élève à 774,7 milliards de francs CFA dont 485,1 milliards de francs CFA d'Obligations du Trésor Assimilable (OTA) et 289,6 milliards de francs CFA d'Obligations du Trésor (OT).

Par ailleurs, les tirages issus des banques locales qui n'ont pas été prévus, se sont chiffrés à 39,0 milliards de francs CFA.

Dans l'ensemble, les décaissements sur financements intérieurs ont été majoritairement réalisés sur le marché financier régional et représentent 95,8% du montant total des décaissements intérieurs.

2.2.3 Affectation des décaissements en 2023

En 2023, les tirages effectués au profit des prêts-projets représentent 8,4% du montant total des décaissements et ceux orientés vers l'équilibre budgétaire concentrent 91,6% desdits tirages contre respectivement 8,5% et 91,5% prévus dans la loi de finances initiale 2023.

2.2.3.1 Décaissements sur prêt-projets

Les tirages sur prêts-projets se sont établis à 106,1 milliards de francs CFA et ont été affectés à la réalisation de quinze (15) projets contre dix-sept (17) inscrits dans la loi de finances 2023. Ces décaissements ont été orientés à la Réhabilitation du Transgabonais, au projet d'appui à l'employabilité des jeunes, au renforcement des structures sanitaires, au projet

de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes, au programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon, au programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville, au projet de construction de salles de classes, au projet de conception et de réalisation des travaux routiers, au projet .E-Gabon, au développement de la Statistique, au projet de réaménagement de la route Transgabonaise, au développement de service de base en milieu rural, à l'acquisition d'un avion C295, à l'appui à la diversification de l'économie gabonaise et l'appui au programme graine.

En revanche, les projets concernant la construction des salles de classe, le renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes, la conception et la réalisation des travaux routiers, l'appui à la COVID 19, la construction et équipement de trois centres de formation, l'acquisition d'un avion C295 et le réaménagement de la route Transgabonaise (SAG) qui n'ont pas été prévus, ont toutefois bénéficié de tirages. De même, les projets de développement agricole et rural, la route Forasol Mbegha, l'aménagement des bassins versants Terre Nouvelle, du plan national de vaccination contre la COVID 19 et du programme d'appui au secteur de l'éducation (PISE) qui ont été prévus, n'ont pas été exécutés.

Ces décaissements ont été orientés vers dix (10) secteurs d'activités à savoir l'agriculture, la pêche et l'élevage, la communication et télécommunication, les bâtiments et travaux publics (BTP), la défense et sécurité, l'eau et l'électricité, la santé, la route, l'éducation et la formation professionnelle, le transport, et l'économie et finances.

Projeté à 0,7 milliards de francs CFA dans la Loi de Finances Initiale, le secteur de la Route a bénéficié de 13,1 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 1871,4%. Ces financements ont été affectés vers les projets de réaménagement de la route Transgabonaise et la conception et réalisation des travaux routiers.

L'Education et Formation Professionnelle englobe 11,7 milliards de francs CFA pour 23,4 milliards de francs CFA prévus, correspondant ainsi à un taux d'exécution de 50,0%. Ces ressources ont été orientées vers la consolidation des projets relatifs à la construction de salles de classe et au renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes.

Prévus à 20,5 milliards de francs CFA, les tirages au profit du secteur de la Santé se sont chiffrés à 18,5 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 90,2%. Lesdits tirages ont été orientés vers le renforcement des structures sanitaires et l'appui sanitaire à la Covid-19.

Le secteur de l'Eau et l'Electricité, quant à lui, absorbe 18,5 milliards de francs CFA contre une prévision de 15,6 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à un taux d'exécution de 118,6%. Ces mobilisations ont été affectées à la réalisation du Programme intégré pour l'alimentation en eau potable à Libreville.

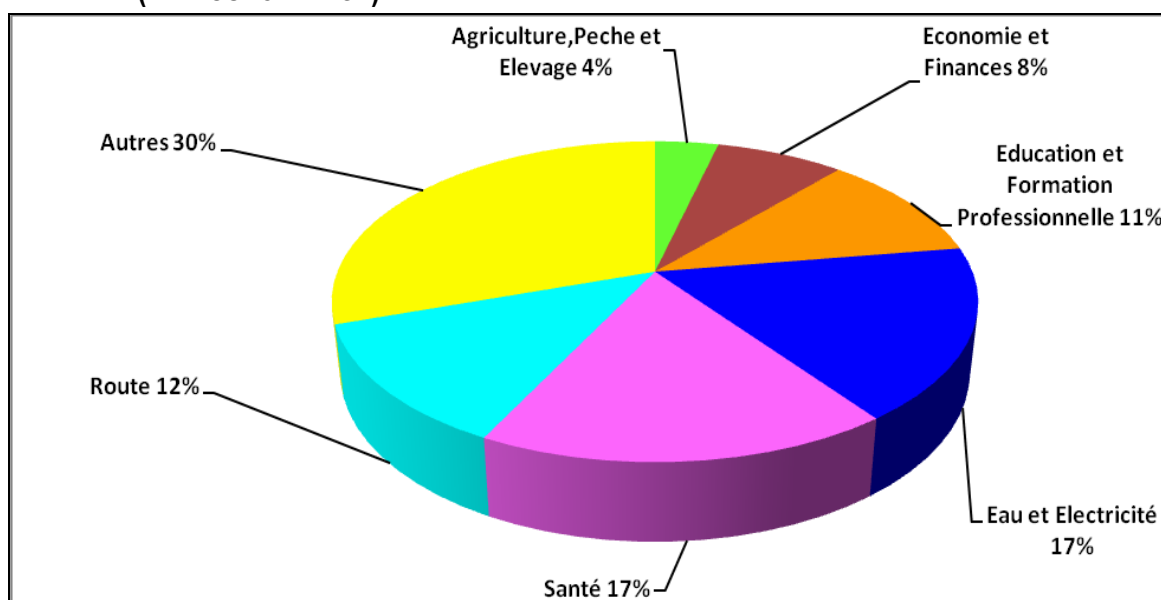
Pour ce qui est du secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage, il totalise 4,0 milliards de francs CFA de décaissements pour une prévision de 5,9 milliards de francs CFA, soit un taux

de réalisation de 67,8%. Ces fonds ont servi exclusivement à financer le projet d'appui au programme Graine.

Le secteur de l'Economie et Finances englobe 8,1 milliards de francs CFA pour 2,3 milliards de francs CFA prévus, ce qui équivaut à un taux d'exécution de 352,2%. Ces financements ont été alloués au Développement de la Statistique et à la Diversification de l'économie.

Quant aux secteurs restants, à savoir le Transport, la Défense et Sécurité, la Communication et les Télécommunications, ils totalisent 32,0 milliards de francs CFA contre 10,0 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 320,0%. Ces décaissements ont été orientés à la poursuite du projet E- GABON, à la Réhabilitation du Transgabonais et l'acquisition d'un avion C295.

GRAPHIQUE N°6: DECAISSEMENTS PAR SECTEURS EN 2023
(EN POURCENTAGE)



2.2.3.2 Décaissements sur emprunts d'équilibre

Prévus à 920,3 milliards de francs CFA, les décaissements sur emprunts d'équilibre se sont établis à 1154,9 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 125,5%. Ces financements ont servi à l'appui aux réformes économiques et au financement du Programme d'Accélération et de la Transformation (PAT).

2.2.4 Décaissements par type de monnaie en 2023

A fin décembre 2023, les tirages sur emprunts extérieurs et intérieurs ont été réalisés principalement en Francs CFA, en Euro et en Dollars américain pour respectivement 68,6%, 7,5% et 23,9% du total des décaissements.

Par ailleurs, les tirages réalisés en Francs CFA et en Dollars augmentent respectivement de 22,3% et 100,0% par rapport à leurs niveaux de l'année précédente tandis que l'Euro enregistre une baisse de 28,3%.

3 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2023

A la fin de l'exercice budgétaire 2023, le service de la dette publique s'est établi à 1534,9 milliards de francs CFA pour une prévision de 1546,9 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 99,2 %. Ce résultat s'explique par la volonté manifeste du gouvernement d'honorer à ses engagements en matière de règlements de la dette publique. Ce service comprend 801,9 milliards de francs CFA de dette extérieure et 733,0 milliards de francs CFA de dette intérieure, soit respectivement 52,2 % et 47,8 % du service total. En outre, le service de la dette publique enregistre une hausse de 45,7% comparativement à son niveau antérieur, suite l'accroissement du service extérieur.

Les règlements de la dette publique au titre de l'année 2023 se sont situés à 1404,3 milliards de francs CFA et se composent de 671,3 milliards de francs CFA de paiements extérieurs et de 733,0 milliards de francs CFA de paiements intérieurs.

Au 31 décembre 2023, le volume des arriérés de la dette publique se chiffre à 130,6 milliards de francs CFA et est dû exclusivement aux créanciers extérieurs.

TABLEAU N°6 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Principal	Intérêts	Total
Dettes Extérieures	615,4	186,6	801,9
Dettes Bilatérales	76,8	20,6	97,4
dont Club de Paris	0,0	0,0	0,0
Dettes Multilatérales	106,6	46,1	206,7
Dettes Commerciales	64,7	13,1	77,7
Marché Financier International	313,4	106,8	420,2
Dettes Intérieures	573,8	159,2	733,0
Bancaire	89,9	27,0	116,8
Divers	0,0	0,0	0,0
Moratoire	132,9	0,0	132,9
Marché Financier Régional	351,1	132,2	483,3
Total Service de la Dette Publique	1189,2	345,7	1534,9

3.1. Service de la dette publique extérieure en 2023

En 2023, le service de la dette publique se chiffre à 801,9 milliards de francs CFA contre 404,2 milliards de francs CFA en 2022. Ce résultat se justifie principalement par les remboursements anticipés des Eurobond arrivant à échéance en 2025 et 2031. Par ailleurs, le service de la dette extérieure est constitué de 615,4 milliards de FCA de principal et de 186,6 milliards de francs CFA d'intérêt et concentre 52,2% du montant total du service.

Le montant des règlements de la dette au profit des partenaires bilatéraux s'est élevé à 97,4 milliards de francs CFA en 2023 contre 99,7 milliards de francs CFA en 2022, soit une régression de 2,3%. Cette situation s'explique principalement par la baisse du service envers les créanciers chinois. Ce service représente 12,1% du service extérieur.

En comparaison à l'année précédente, le service de la dette multilatérale enregistre une croissance de 95,4% pour s'établir à 206,7 milliards de francs CFA en 2023. Cette évolution découle du service important réalisé au bénéfice du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Mondiale (BIRD). Ce service concentre 25,8% du montant total du service extérieur.

D'un montant de 77,7 milliards de francs CFA en 2023, le service de la dette commerciale progresse de 4,7% et correspond à 9,7% du service extérieur total. Cet accroissement se traduit par l'augmentation du service en faveur des créanciers chinois, autrichiens, espagnols et israéliens.

Le service envers le marché financier international s'établit à 420,2 milliards de francs CFA et absorbe 52,4% du montant total du service extérieur. Ce service a atteint 237,7% par rapport à l'année antérieure du fait du paiement des intérêts du Bluebond et des remboursements des Eurobonds arrivant à échéance en 2025 et 2031.

Les paiements extérieurs courant s'élèvent à 671,3 milliards de francs CFA et les arriérés s'élèvent à 130,6 milliards de francs CFA au titre des échéances de l'année 2023.

3.1.1. Remboursement de la dette publique extérieure en 2023

Les paiements en principal sur les créanciers extérieurs se chiffrent à 515,6 milliards de francs CFA contre 342,3 milliards de francs CFA en 2022, soit un accroissement de 50,6%. L'amortissement payé au titre de la dette extérieure comprend 60,8% de dettes envers le marché financier international, 28,5% de prêts multilatéraux, 7,5% de dette bilatérale et de 3,2% de dette commerciale.

Les remboursements au titre de la dette bilatérale s'élève à 38,7 milliards de francs CFA. Il est principalement remboursé à Eximbank China, la Banque de Chine, à l'Agence Française de Développement et à la Société d'Exportation et Développement du Canada pour respectivement 71,3%, 6,2%, 22,2% et 0,3% du montant total des remboursements bilatéraux.

Les paiements de la dette multilatérale se situent à 147,2 milliards de francs CFA. Ils ont été réalisés au profit de la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le Fond international pour le développement agricole, le Fonds Agricole de Développement et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour respectivement 27,0%, 50,9%, 8,7%, 0,2%, 0,1%, 0,02%, et 13,1% du total des remboursements multilatéraux.

Les règlements au titre de la dette commerciale se chiffrent à 16,2 milliards de francs CFA et sont majoritairement payés auprès la Société Générale, Unicredit, la Banque Hapoalim

et la Banque Industrielle et Commerciale de Chine pour respectivement 15,4%, 18,8%, 13,0% et 28,2% du montant total des remboursements commerciaux.

Les remboursements de la dette envers le marché financier international se sont établis à 313,4 milliards de francs CFA.

3.1.2. Paiements d'intérêts de la dette publique extérieure en 2023

Les paiements d'intérêts de la dette extérieure s'établissent à 155, 8 milliards de francs CFA. Ils connaissent un recul de 0,32 % par rapport l'année 2022 et se composent de 68,6% de dettes envers le marché financier international, 23,1% de prêts multilatéraux, 6,5% de dette bilatérale et de 1,8% de dette commerciale.

Les charges financières payées pour le compte de la dette bilatérale s'élèvent à 10,1 milliards de francs CFA et ont été principalement réglées à Eximbank China à hauteur de 59,7% et à l'Agence Française de Développement à hauteur de 40,3% du total des intérêts bilatéraux.

Le paiement des intérêts de la dette multilatérale a totalisé 35,9 milliards de francs CFA et est principalement effectué auprès du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Islamique de Développement (BID), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour respectivement 27,0%, 9,7%, 40,2% et 22,9% du montant total de la charge de la dette multilatérale.

Les règlements des intérêts pour le compte de la dette commerciale se chiffrent à 2,9 milliards de francs CFA et sont effectués majoritairement auprès d'Unicredit, la China Construction Bank Corporation, de Santander et de la Banque Industrielle et Commerciale de Chine pour respectivement 14,2%, 25,8%, 21,2% et 23,7% du total de la charge commerciale.

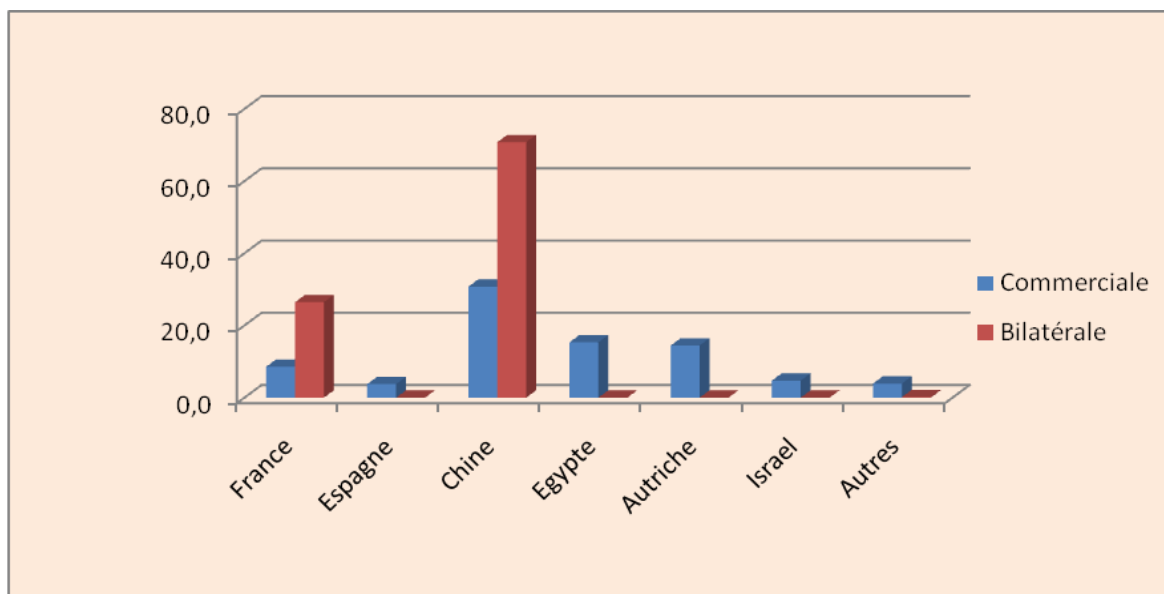
Le paiement des intérêts sur le marché financier international se chiffre à 106,8 milliards de francs CFA.

3.1.3. Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2023

Le service de la dette publique par pays est dû exclusivement aux créanciers bilatéraux et commerciaux.

En effet, ce service totalise 175,1 milliards de francs CFA en 2023 et concerne majoritairement cinq (5) pays à savoir la Chine, la France, l'Égypte, l'Autriche et Israël. Ces derniers englobent 171,0 milliards de francs CFA en 2023 contre 155,3 milliards de francs CFA l'année précédente. Par ailleurs, ces pays restent les principaux partenaires du Gabon avec 97,7% du service bilatéral et commercial. Ainsi, la France concentre 20,0% de ce service, la Chine 58,0%, l'Égypte 8,8%, l'Autriche 8,2% et Israël 2,7%. Les 2,3% restants se répartissent entre le Canada, le Maroc, la Grande Bretagne et l'Espagne.

GRAPHIQUE N°7: SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2023
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



Le service de la dette publique extérieure est constitué de six (6) monnaies que sont l'Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY), les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) et le Franc CFA (XAF). Le service en Euro et en Dollar concentre 82,8% soit respectivement 23,1% et 76,9% du montant total du service extérieur par monnaie. Les devises restantes représentent 17,2% de ce service. Le XAF, quant à lui englobe 12,5% du total du service de la dette publique extérieure.

3.2. Service de la dette publique intérieure en 2023

Le service de la dette publique intérieure s'est établi à 733,0 milliards de francs CFA en 2023 contre 649,5 milliards de francs CFA en 2022. Il connaît une hausse de 12,9% milliards de francs CFA en raison exclusivement de l'importance des remboursements envers le marché financier régional.

Le service de la dette bancaire enregistre un montant de 116,8 milliards de francs CFA comparativement à son niveau de l'année antérieure où il était de 124,0 milliards de francs de CFA, soit une baisse de 5,8 %. Ce résultat se justifie par l'importance des remboursements effectués auprès de la Banque Gabonaise et Française International (BGFI) et de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) entre les deux années. En outre, le service bancaire représente 15,9% du total du service intérieur.

Le service sur la dette moratoire s'élève à 132,9 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 18,1% du service intérieur. Il régresse de 23,2% en comparaison à l'année 2022 suite aux conclusions des travaux de la Task Force sur la dette intérieure.

D'un montant de 483,3 milliards de francs de CFA en 2023, le service de la dette envers le marché financier régional croît de 37,1% comparativement à son niveau antérieur qui est de 352,5 milliards de francs de CFA. Cet accroissement provient principalement de

l'augmentation du service réalisé au titre des Obligations du Trésor Assimilables (OTA). Par ailleurs, ce service concentre 65,9% du service intérieur.

Les remboursements au titre de la dette intérieure se sont chiffrés à 733,0 milliards de francs CFA. Aucun arriéré n'est enregistré au titre de la dette intérieure.

3.2.1. Remboursement de la dette publique intérieure en 2023

Les règlements en principal au titre de la dette intérieure se situent à 573,8 milliards de francs CFA en 2023 contre 508,7 milliards de francs CFA en 2022, soit une hausse de 12,8%. Les paiements en principal de la dette intérieure se composent de 15,7% de dettes envers les banques locales, de 23,1% de dette moratoire et de 61,2% de dette envers le marché financier régional.

Les paiements en principal en faveur des banques locales se chiffrent à 89,8 milliards de francs CFA, ceux sur la dette moratoire s'élèvent à 132,8 milliards de francs CFA et ceux envers le marché financier régional englobent 351,1 milliards de francs CFA. Ces remboursements croissent respectivement de 3,1% et 41,3% pour ce qui est de la dette bancaire et de la dette envers le marché financier régional. Par ailleurs, les règlements en principal sur la dette moratoire reculent de 23,2%.

3.2.2. Paiements des intérêts de la dette publique intérieure en 2023

En 2023, les règlements de la dette publique intérieure s'élèvent à 159,2 milliards de francs CFA contre 140,8 milliards de francs CFA en 2022, soit une augmentation de 13,0%. Cette situation résulte principalement de la hausse des intérêts payés auprès du marché financier régional.

Les paiements des intérêts du secteur bancaire se chiffrent à 27,0 milliards de francs CFA et ceux envers le marché financier régional à 132,2 milliards de francs CFA. Ces intérêts concentrent respectivement 16,9% et 83,1% du total des intérêts intérieurs. Comparativement à leur niveau de 2022, les intérêts envers le marché financier régional progressent de 27,1% et ceux de la dette bancaire décroissent de 28,8%.

4 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2023

En 2023, l'encours de la dette publique se chiffre à 7081,0 milliards de francs CFA et comprend 4354,6 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2726,4 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il baisse de 0,7% par rapport à son niveau de 2022 du fait principalement de la diminution des engagements extérieurs.

TABLEAU N°7: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dettes Extérieures	4354,6
Dettes Bilatérales	787,9
Dettes Multilatérales	1854,9
Dettes Commerciales	194,9
Marché Financier International	1516,9
Dettes Intérieures	2726,4
Bancaire	715,8
Divers	0,0
Moratoires	73,8
Marché Financier Régional	1936,8
Total Encours de la Dette Publique	7081,0

4.1 Encours de la dette publique par source de dette à fin 2023

4.1.1 Encours de la dette publique extérieure à fin 2023

L'encours de la dette publique extérieure se situe à 4354,6 milliards de francs CFA et représente 61,5% du montant total de l'encours. Il enregistre une baisse de 3,7% par rapport à son niveau de l'année antérieure en raison de la diminution de tous les engagements extérieurs.

D'un montant de 789,9 milliards de francs CFA, l'encours bilatéral concentre 18,1% du total de l'encours extérieur. Ce dernier régresse de 6,8% par rapport à l'année 2022. Cette situation résulte du recul des engagements envers le Canada et la Chine.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 1854,9 milliards de francs CFA et correspond à 42,6% de l'encours de la dette extérieure. Comparativement à 2022, il décroît de 2,8% suite à la baisse des engagements auprès du Fonds Européen de Développement, de la Banque Islamique de Développement et de la Banque Européenne d'Investissement.

L'encours de la dette commerciale connaît une baisse de 4,7% par rapport à son niveau de 2022 pour se situer à 194,9 milliards de francs CFA en 2023. Cette régression se justifie par des paiements plus importants que les décaissements effectués au cours de l'année. Par ailleurs, cet encours représente 4,5% du total de la dette extérieure

L'encours sur le marché financier international quant à lui, diminue de 3,1% par rapport à son niveau de l'année antérieure pour s'établir à 1516,9 milliards de francs CFA en 2023. Cette baisse se justifie par le paiement anticipé de l'Eurobond arrivant à échéance en 2024. En outre, l'encours sur le marché financier international concentre 34,8% du montant total de la dette extérieure

4.1.2 Encours de la dette publique intérieure à fin 2023

En 2023, l'encours de la dette publique intérieure se chiffre à 2726,4 milliards de francs CFA et représente 38,5% du total de l'encours. Comparé à son niveau de 2022, il croit de 4,5% suite à l'augmentation des engagements nets sur le marché financier.

Le stock de la dette bancaire s'établit à 715,8 milliards de francs CFA en 2023, soit 26,3% de l'ensemble de l'encours intérieur. Il diminue de 18,0% par rapport à son niveau de 2022. Cette situation découle de la baisse des engagements de l'Etat envers BGFI BANK et de la prise en compte du stock dû à ECOBANK GABON.

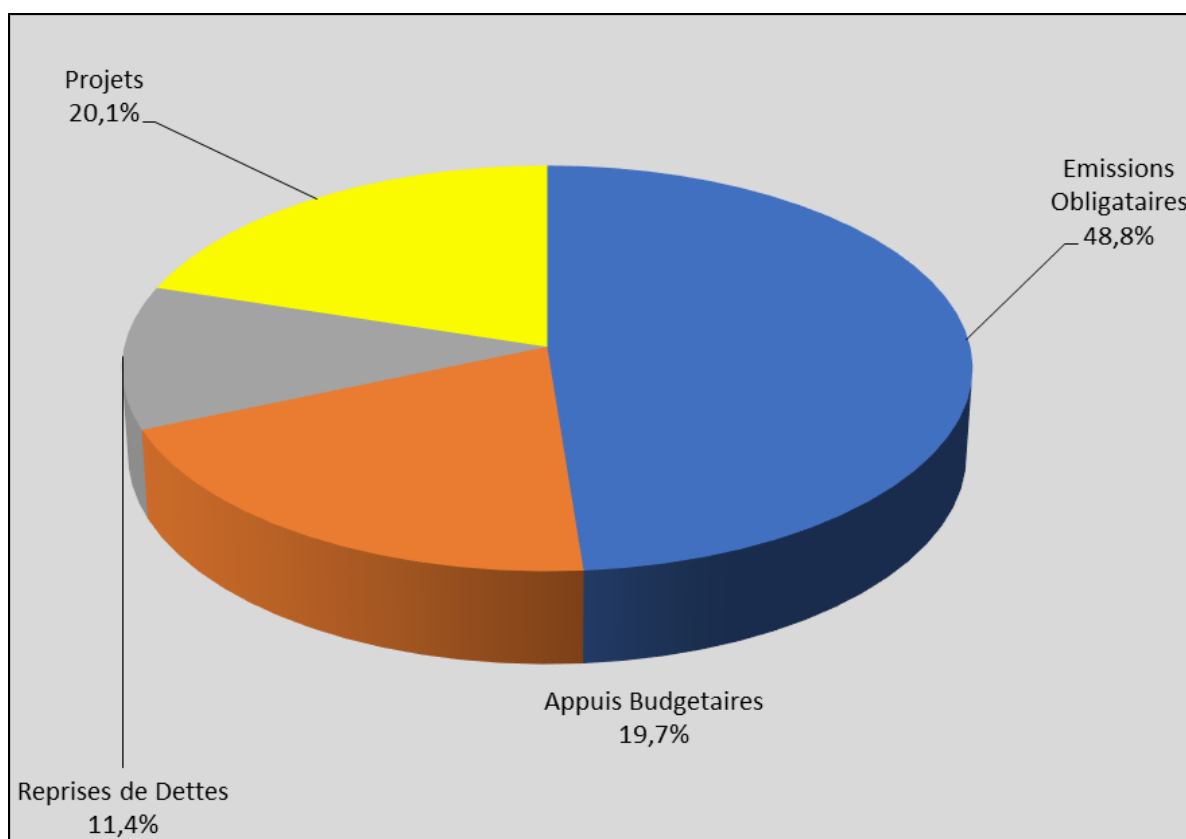
Le montant de la dette moratoire en 2023 s'élève à 73,8 milliards de francs CFA et concentre 2,7% du total de l'encours intérieur. Cet encours connaît une diminution de 66,7% par rapport à l'année antérieure. Cette situation résulte d'une part des règlements des fournisseurs et prestataires de l'Etat et des travaux de validation de la task force sur la dette intérieure d'autre part.

Le stock de la dette envers le marché financier régional se chiffre à 1936,8 milliards de francs CFA à fin 2023, correspondant ainsi à 71,0% du montant global de l'encours intérieur. Comparativement à l'année antérieure, il augmente de 28,0% suite à la forte présence du Gabon sur le marché financier intérieur.

4.2 Encours de la dette publique par affectation à fin 2023

L'encours de la dette par affectations se compose de l'encours projets et hors projets. L'encours de la dette par projets s'élève à 1422,6 milliards de francs CFA et concentre 20,1% du total de l'encours. Il connaît une hausse de 2,6% par rapport à son niveau de l'année antérieure. L'encours de la dette hors projet, quant à lui, se chiffre à 5658,4 milliards de francs CFA et représente 79,9% du montant total de l'encours de la dette publique. Il recule de 1,5%, par rapport à son niveau de 2022. Cette situation s'explique par une hausse des encours relatifs aux emprunts obligataires et aux reprises de dettes.

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2023 (EN POURCENTAGE)



4.2.1 Encours de la dette publique par projet à fin 2023

En 2023, l'encours de la dette publique par projet se chiffre à 1422,6 milliards de francs CFA et comprend 59 projets regroupés en 12 secteurs d'activités.

L'encours de la dette publique relatif aux secteurs de soutien à la production s'établit à 816,8 milliards de francs CFA, soit 57,4% du total de la dette par projets et concerne les secteurs de la Route, l'Eau et l'Electricité, Agriculture, Elevage et Pêche, les Bâtiments et Travaux Publics (BTP), et le Transport. En comparaison à 2022, cet encours régresse de 5,1% suite à la diminution des financements liés aux secteurs de l'Eau et Electricité, de la Route et de Transport.

Le secteur de la route totalise 492,6 milliards de francs CFA pour neuf (09) projets dont les plus significatifs sont la Route Port-Gentil Omboué et pont sur l'Ogooué à Boué, Programme Routier Phase 1, Aménagement Route Nationale 1, Route Ndjolé Médoumane, Réaménagement Route Transgabonaise, Route Ovan Makokou et la Route Akiéni-Okondja. Ces projets concentrent respectivement 58,5%; 9,0%; 7,6%; 6,9%; 5,6%; 4,8% et 3,0% du montant total du secteur routier.

Le montant alloué au secteur de l'eau et l'électricité se chiffre à 186,7 milliards de francs CFA et comprend quatre (04) projets dont les plus importants sont le Barrage Grand Poubara, le Transport de l'Energie Electrique, Programme Alimentation Eau et pour respectivement 49,7%; 24,7% et 22,4% du montant total dudit secteur.

Le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) comprend treize (13) projets pour un montant de 97,7 milliards de francs CFA dont les plus significatifs sont la Conception et réalisation des travaux d'aménagement des conditions de circulation dans la ville de Libreville, Projet de développement des infrastructures, l'Assainissement Bassin Versant de Terre Nouvelle, l'Aménagement des Bassins Versants et la Construction d'une Centrale Electrique avec respectivement 22,1%; 18,8%; 17,1%; 13,7% et 12,9% du total dudit secteur.

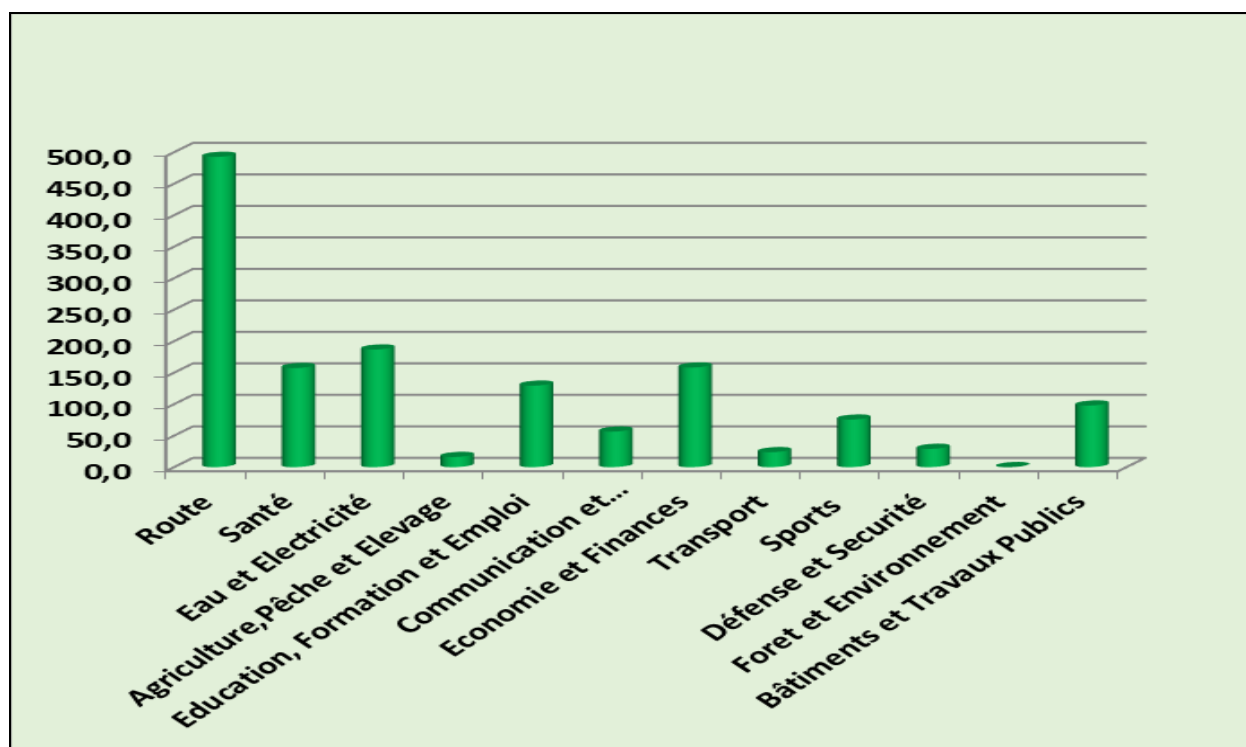
Le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage totalise 16,1 milliards de francs CFA et comprend cinq (5) projets dont les plus importants sont : le Projet Appui au programme graine, le Projet de Développement Agricole, le Projet de Développement Agricole Rural et le Projet Pêche, Agriculture et Elevage. Ils représentent respectivement 44,4%; 26,1%; 18,7% et 8,8% du montant total de l'encours de ce secteur.

Le secteur des transports s'élève à 23,7 milliards de francs CFA et concerne uniquement la réhabilitation du Transgabonais, soit 100,0% du montant total de ce secteur.

L'encours de la dette publique par projets relatifs au secteur social se chiffre à 286,7 milliards de francs CFA, soit 20,2% du total de l'encours par projets et représente les secteurs de la Santé et de l'Education, la Formation et l'Emploi avec respectivement 157,4 milliards de francs CFA et 129,3 milliards de francs CFA. Cet encours augmente de 36,1% par rapport à 2022 en raison de la hausse des financements des projets liés au secteur de la santé.

Le montant restant, soit 319,1 milliards de francs CFA est dédié à cinq (05) secteurs d'activités subdivisés en quinze (15) projets. L'encours des secteurs restants est en hausse de 1,0% par rapport à la période précédente et concentre 22,4% du total de l'encours par projets.

GRAPHIQUE N°9 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEUR A FIN 2023 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.2 Encours de la dette publique hors projets à fin 2023

La dette publique hors projets s'établit à 5658,4 milliards de francs CFA dont 3 453,7 milliards de francs CFA d'émissions obligataires, 807,9 milliards de francs CFA de reprises des passifs et 1 396,8 milliards de francs CFA d'appuis budgétaires, soit respectivement 61,6%, 14,3% et 24,7 % de l'encours hors projets.

La dette envers le marché financier international se chiffre à 1516,9 milliards de francs CFA et décroît de 3,1 % par rapport à son niveau de l'année précédente. Elle se compose des Eurobonds à échéances 2025 et 2031 et du Bluebond à échéances 2038. S'agissant du montant de la dette envers le marché financier régional, il s'élève à 1936,8 milliards de francs CFA et comprend les obligations du Trésor assimilables (OTA) et les obligations du Trésor (OT).

Les reprises de dette, se constituent des dettes moratoire et bancaire ; elles baissent de 27,4% comparé à son niveau de 2022 .Pour ce qui est du montant des appuis budgétaires, il décroît de 10,1% par rapport à son niveau de l'année antérieure.

4.3 Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2023

La structure du portefeuille de la dette publique en 2023 est constituée majoritairement des emprunts contractés à taux d'intérêts fixes, à maturités longues et à changes fixes.

4.3.1 Encours de la dette publique par monnaie à fin 2023

Avec 4930,4 milliards de francs CFA d'emprunts à taux de change fixe et 2150,6 milliards de francs CFA à taux de change variable, l'encours de la dette publique par monnaie progresse respectivement de 1,8% et 6,1% par rapport à son niveau antérieur. Aussi, la dette à change fixe représente 69,6% et la dette à change flottant 30,4%.

La dette à change fixe se compose de 3524,9 milliards de francs CFA de dette en monnaie locale et de 1405,5 milliards de francs CFA en Euro. Ces monnaies concentrent respectivement 49,8 % et 19,8% de l'encours total. Le Franc CFA reste la principale monnaie dans le portefeuille de la dette.

TABLEAU N° 8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES A FIN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Dollars Américains (USD)	1965,7
Euros (EUR)	1 405,5
Yuans Remimbi (CNY)	138,0
Dinnars Islamiques (IDI)	46,5
Francs CFA (XAF)	3 524,9
Autres	0,4
Total Encours	7081,0

En 2023, la dette à taux de change flottant comprend 1965,7 milliards de francs CFA de dette en Dollar américain et concentre 27,8% du montant de l'encours total. Les dettes en Yuan Renminbi et en Dinar Islamique se fixent respectivement à 138,0 milliards de francs CFA et 46,5 milliards de francs CFA, soit 1,9% et 0,7% du montant total de l'encours. Le reste des monnaies à taux de change flexible totalise 400 millions de francs CFA.

En somme, le portefeuille de la dette publique reste vulnérable aux fluctuations du Dollar Américain. En effet, la part de cette monnaie dans le total encours extérieur se fixe à 45,1%. Toutefois, cette exposition est atténuée par le poids relativement important de l'Euro et du Franc CFA dans la dette extérieure, soit respectivement 32,3% et 18,3%.

4.3.2 Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2023

4.3.2.1 Encours de la dette publique par type de taux

L'encours de la dette publique par type de taux d'intérêt est composé de 69,8% d'emprunts à taux d'intérêt fixe et de 30,2% d'emprunts à taux d'intérêt variable, soit respectivement 4943,3 milliards de francs CFA et 2137,7 milliards de francs CFA. Comparativement à leurs niveaux de 2022, la dette à taux fixe baisse de 14,7% alors que celle à taux variable augmente de 59,7%.

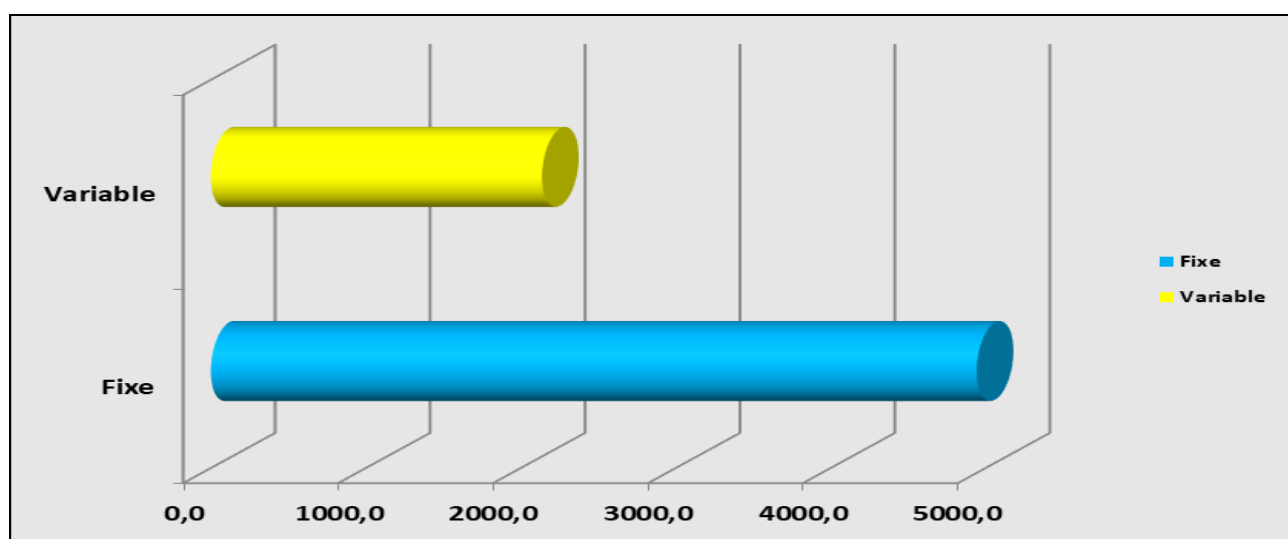
L'encours de la dette publique à taux d'intérêt variable comprend les engagements à taux d'intérêt Euribor et Libor. La dette à taux d'intérêt Euribor s'établit à 2002,3 milliards de

francs CFA, soit 93,7% du stock de la dette à taux d'intérêt variable. Elle est constituée de 98,0% d'emprunts Euribor six (06) mois et de 2,0% d'emprunts Euribor trois (03) mois. L'encours de la dette publique à taux d'intérêt Libor est exclusivement composé de Libor six (06) mois à hauteur de 6,3% de l'encours à taux d'intérêt flottant.

Par ailleurs, le taux d'intérêt moyen de l'encours de la dette publique sur l'année s'établit à 4,7%, soit une dégradation de 0,2 point de base par rapport à 2022 du fait des conditions onéreuses des financements commerciaux et du marché financier international.

En somme, le portefeuille de la dette publique en 2023 est exposé au risque de taux d'intérêt.

**GRAPHIQUE N°10: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2023
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



4.3.2.2 Encours de la dette publique par niveau de taux

L'encours de la dette publique à taux d'intérêt inférieur ou égal à zéro (≤ 0) représente 8,7% de l'encours total en 2023, soit 612,8 milliards de francs CFA. Il est composé d'engagements contractés auprès des créanciers bancaires et moratoriés.

L'encours de la dette dont le taux d'intérêt est compris entre 0,0 et 3,0% se chiffre à 1297,6 milliards de francs CFA et concentre 18,3% de l'encours total. Il est constitué des dettes contractées auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux.

En 2023, l'encours de la dette à taux d'intérêt compris entre 3,0% et 6% s'établit à 2474,6 milliards de francs CFA, soit 34,9% de l'encours total. Il comprend pour ce qui est de la dette extérieure, de dettes commerciales, bilatérales et multilatérales d'une part, et les dettes envers le marché financier régional pour ce qui est de la dette intérieure, d'autre part.

Pour un montant de 2695,9 milliards de francs CFA, les engagements à taux d'intérêt situé entre 6,0% et 10% englobent 38,1% de la dette totale. L'encours de la dette extérieure est composé de créanciers multilatéraux, commerciaux, bilatéraux et envers le marché financier

international. Quant à la dette intérieure, elle est constituée d'engagements signés avec les institutions bancaires locales et d'émissions sur le marché financier régional.

Dans l'ensemble, le taux d'intérêt de l'encours demeure en dessous de 5,0% conformément à la stratégie. Toutefois, la moitié de cet encours est composé des taux d'intérêt supérieurs au seuil stratégique.

TABLEAU N° 9 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2023

<i>En Milliards de Francs CFA</i>	
Taux d'intérêts	Montant
≤ 0%	612,8
0,0 à 3%	1 297,6
3,0 à 6 %	2 474,6
6,0 à 10 %	2 695,9
Total Encours de la Dette Publique	7 081,0

4.3.3 Encours de la dette publique par maturité à fin 2023

Au terme de l'année 2023, la maturité moyenne du portefeuille de la dette publique se fixe à 7,5 ans dont 10,0 ans pour l'encours extérieur et 3,5 ans pour l'encours intérieur. En comparaison à 2022, elle se déprécie de 0,5 an suite à la dégradation des maturités moyennes des dettes extérieure et intérieure.

La durée moyenne de l'encours extérieur est portée par les engagements multilatéraux et bilatéraux bien que ceux-ci connaissent également des légères dégradations à l'instar des autres catégories de dettes par rapport à 2022. Aussi, les maturités moyennes de ces engagements s'établissent respectivement à 12,8 ans et 9,9 ans. S'agissant des maturités moyennes des dettes commerciales et envers le marché financier international, elles se fixent respectivement à 4,5 ans et 7,3 ans.

S'agissant de la dette intérieure, la maturité moyenne est soutenue principalement par la durée moyenne des remboursements de la dette bancaire qui se situe à 6,2 ans. Le marché financier régional quant à lui se fixe 2,7 ans. Comparativement à l'année antérieure, seule la maturité moyenne de la dette envers le marché financier régional demeure stable.

L'encours compris entre 0 et 2 ans s'établit à 1270,3 milliards de francs CFA, soit 17,9% du total de l'encours de la dette publique. Il comprend des engagements bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et envers le marché financier international pour ce qui est de la dette extérieure d'une part et des prêts bancaires, moratoriés et envers le marché financier régional pour ce qui concerne la dette intérieure d'autre part.

D'un montant de 1676,4 milliards de francs CFA, l'encours des emprunts dont les maturités moyennes sont comprises entre 2 et 5 ans concentre 23,7% du total de l'encours. Il est constitué des conventions bilatéraux, multilatéraux et commerciaux pour l'extérieur et des prêts bancaires, et envers le marché financier régional pour l'intérieure.

L'encours des prêts ayant une durée moyenne comprise entre 5,0 et 10 ans, se chiffre à 1986,2 milliards de francs CFA et absorbe 28,0% du montant total de l'encours. Il est composé d'engagements envers les créanciers extérieurs et intérieurs. Concernant les créanciers extérieurs, il s'agit principalement des partenaires bilatéraux, multilatéraux, commerciaux et envers le marché financier international. Pour ce qui est de la dette intérieure, il s'agit de la dette bancaire et de la dette envers le marché financier régional.

Le montant des dettes dont la maturité moyenne se situe entre 10,0 et 20 ans est de 2148,2 milliards de francs CFA, soit 30,3% du total de la dette publique. Il est constitué des emprunts envers les partenaires bilatéraux, multilatéraux et envers le marché financier international.

TABLEAU N° 10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURETE RESTANTE A FIN 2023

Période	Montant
0 à 2 ans	1270,3
2,0 à 5 ans	1 676,4
5,0 à 10 ans	1986,2
10,0 à 20ans	2 148,2
Plus de 20,0 ans	0,0
Total Encours de la Dette Publique	7 081,0

5.INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023

Le taux d'endettement, la pression du service et le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires constituent les principaux indicateurs d'analyse d'endettement public.

TABLEAU N°11 : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023

En Pourcentage

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	54,0	58,2	4,2
Service/Recettes budgétaires	63,2	51,7	-11,5
Intérêts/Recettes budgétaires	13,7	11,6	-2,1

5.1 Taux d'endettement public en 2023

Le taux d'endettement public s'est élevé à 58,2% au 31 décembre 2023 pour une prévision de 54,0%. Ce dernier connaît une augmentation de 3,9 points de pourcentage en raison de la progression plus rapide du PIB par rapport à l'évolution de l'encours.

5.2 Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2023

A fin 2023, la pression du service de la dette s'est fixée à 51,7% contre une prévision de 63,2%. En comparaison à l'année antérieure, ce ratio est en hausse de 4,3 points de pourcentage du fait de la baisse plus importante des recettes budgétaires par rapport au service.

Le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires s'est situé à 11,6% pour une prévision de 13,7%. Ce dernier enregistre une diminution de 2,3 points de pourcentage en raison de l'évolution plus importante des recettes budgétaires par rapport aux intérêts.

En définitive, les indicateurs d'endettement connaissent une amélioration contrastée. En effet, le taux d'intérêt se dégrade tandis que la pression du service de la dette du ratio des intérêts sur les recettes budgétaires s'améliore. Ils demeurent au-dessus des seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% pour la pression du service et 10,0% pour le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

CONCLUSION

En 2023, l'exécution de la stratégie d'endettement a nécessité un recours important à l'emprunt afin de permettre à l'Etat de poursuivre le Plan d'Accélération et de la Transformation, et l'émergence de secteurs d'activités productifs.

Les nouveaux emprunts s'élèvent à 1258,3 milliards de francs CFA en 2023 contre une prévision de 877,5 milliards de francs CFA arrêté dans la loi des finances 2023, soit un taux d'exécution de 143,4%. Ces nouveaux financements sont composés de 11,4% de prêts projets, et 88,6% aux opérations d'équilibre budgétaire. Les termes moyens des nouveaux engagements se situent à 7,5 ans pour la maturité, 2,9 ans pour le délai de grâce et 5,9% pour le taux d'intérêt. Cependant, le niveau important des monnaies à change fixe, soit 76,0 % du total des nouvelles signatures atténue l'exposition du portefeuille de la dette au risque du taux de change. Par ailleurs, ces nouvelles conventions ont été principalement signées à taux d'intérêt fixe.

Le montant des décaissements en 2023 se chiffre à 1261,6 milliards de francs CFA, soit 447,9 milliards de francs CFA pour l'extérieur et 813,7 milliards de francs CFA pour l'intérieur. Les tirages sur financements extérieur et intérieur enregistrent une hausse de 50,3% comparativement à leur niveau de 2022, suite à l'émission d'un Eurobond sur le marché financier international et de la présence continue du Gabon sur le marché financier régional. En outre, ces financements ont été affectés pour 91,6 % pour l'équilibre budgétaire et 8,4% pour les prêts projets.

Le service de la dette publique se chiffre à 1534,9 milliards de francs CFA dont 1189,2 milliards de francs CFA au titre du principal et 345,7 milliards de francs CFA d'intérêt. Ce service se compose de 801,9 milliards de francs CFA au titre du service de la dette extérieure et 733,0 milliards de francs CFA pour le service intérieur. Par rapport à son niveau de l'année 2022, ce service augmente de 45,7%. Pour ce qui concerne les paiements de la dette publique, ils se sont situés à 1404,3 milliards de francs CFA et comprennent 671,3 milliards de francs CFA de paiements extérieurs et 733,0 milliards de francs CFA de paiements intérieurs. Par ailleurs, les arriérés au titre de la dette publique s'élèvent à 130,6 milliards de francs CFA et sont dus exclusivement aux créanciers extérieurs.

L'encours de la dette publique s'est établi à 7081,0 milliards de francs CFA et comprend 4354,6 milliards de francs CFA au titre de la dette extérieure et 2726,4 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il régresse de 0,7% par rapport à son niveau de 2022 fait principalement de la diminution engagements extérieurs. Aussi, la dette à change fixe représente-elle 69,8% et la dette à change flottant 30,2% du montant total de l'encours. Pour ce qui est des termes moyens de l'encours, ils se situent à 7,5 ans pour la maturité, 1,4 an pour le délai de grâce et 4,7% pour le taux d'intérêt. Par ailleurs, le portefeuille de la dette publique reste vulnérable aux fluctuations du Dollar Américain à cause de la part relativement importante de cette monnaie dans l'encours total, soit 27,8%. Toutefois, cette vulnérabilité est atténuée par le poids de l'Euro et du Franc CFA dans le portefeuille de la dette qui se situe respectivement à 19,8 % et 49,8% de l'encours total.

En définitive, les agrégats d'endettement public pour l'année 2023 sont au-dessus des seuils nationaux. Au regard de la conjoncture économique mondiale marquée par la persistance des conflits géopolitiques, de la décélération de la croissance et les mutations politiques au niveau national, il serait judicieux pour le gouvernement de poursuivre ses efforts afin de ramener ces ratios aux seuils stratégiques en consolidant les mécanismes de recouvrement fiscal, en élargissant l'assiette fiscale et en poursuivant la politique d'endettement des prêts semi-concessionnels.

ANNEXES

TABLEAU N°12 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Tirages Prêts Projets	106,1
Réhabilitation du Transgabonais	2,9
Renforcement structures sanitaires	6,8
Construction de salles de classe	6,5
Conception réalisation Travaux Routiers	1,7
Renforcement des capacités employabilité des jeunes	2,9
Programme alimentation eau à LBV	18,5
E- GABON	0,1
Programme de développement de la statistique au Gabon	5,7
Projet appui employabilité des jeunes	2,3
Réaménagement route transgabonais SAG	11,5
Développement services de base en milieu rural	11,8
Projet appui à la diversification de l'économie gabonaise	2,4
Acquisition d'un avion C295	29,0
Programme d'appui aux secteurs des infrastructures au GABON (PASIG)	0,1
Projet appui au programme Graine	4,0
Tirages Prêts Programmes	40,0
Marche Financier International	301,8
Total décaissements extérieurs	447,9

TABLEAU N°13 : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Infrastructures	38,4
Autres	67,7
Total Décaissements sur Prêts Projets	106,1

TABLEAU N°14 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2018

A 2022

En Milliards de Francs CFA

	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Dettes Extérieures	308,6	405,9	834,1	734,2	404,1	2 686,9
<i>Principale</i>	175,0	264,3	662,6	563,8	235,4	1 901,1
<i>Intérêts</i>	133,6	141,6	171,5	170,4	168,7	785,8
Dettes Bilatérales	66,2	62,5	68,8	83,8	99,7	381,0
<i>Principale</i>	47,7	44,4	50,0	66,0	78,5	286,6
<i>Intérêts</i>	18,5	18,1	18,8	17,8	21,2	94,4
<i>dont Club de Paris</i>	10,0	5,1	0,0	0,0	0,0	15,1
<i>Principale</i>	9,5	5,0	0,0	0,0	0,0	14,5
<i>Intérêts</i>	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0	0,6
Dettes Multilatérales	53,5	139,9	115,3	90,5	105,8	505,0
<i>Principale</i>	39,0	114,1	86,5	62,7	75,9	378,2
<i>Intérêts</i>	14,5	25,7	28,7	27,8	29,9	126,6
Dettes Commerciales	108,2	119,5	88,1	63,9	74,2	453,9
<i>Principale</i>	88,3	105,7	79,7	57,4	65,5	396,6
<i>Intérêts</i>	19,9	13,8	8,4	6,5	8,7	57,3
Marché Financier International	80,7	84,0	562,0	496,0	124,4	1 347,1
<i>Principale</i>	0,0	0,0	446,4	377,7	15,5	839,6
<i>Intérêts</i>	80,7	84,0	115,6	118,3	108,9	507,5
Dettes Intérieures	292,6	326,3	417,0	508,5	649,6	2 193,9
<i>Principale</i>	219,6	260,0	305,8	389,1	508,7	1 683,2
<i>Intérêts</i>	73,0	66,3	111,2	119,4	140,8	510,7
Bancaire	86,2	122,7	136,5	90,0	124,0	559,3
<i>Principale</i>	52,9	95,2	96,3	58,2	87,1	389,7
<i>Intérêts</i>	33,3	27,5	40,2	31,8	36,8	169,6
Divers	2,7	5,0	3,5	0,0	0,0	11,2
<i>Principale</i>	2,7	5,0	3,5	0,0	0,0	11,2
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	91,8	60,0	53,1	174,2	173,1	552,2
<i>Principale</i>	76,3	45,5	50,0	174,2	173,1	519,1
<i>Intérêts</i>	15,5	14,5	3,2	0,0	0,0	33,2
Marché Financier Régional	111,9	138,6	223,9	244,3	352,5	1 071,2
<i>Principale</i>	87,7	114,3	156,1	156,7	248,5	763,3
<i>Intérêts</i>	24,2	24,2	67,9	87,6	104,0	307,9
Total Service de la Dette Publique	601,2	732,2	1 251,1	1 242,7	1 053,7	4 880,8
<i>Principale</i>	394,6	524,3	968,4	952,9	744,1	3 584,3
<i>Intérêts</i>	206,6	207,9	282,7	289,8	309,5	1 296,5

TABLEAU N°15 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2018 A 2022

En Milliards de Francs CFA

	2018	2019	2020	2021	2022
Dettes Extérieures	308,6	405,9	834,1	734,2	404,2
<i>Principal</i>	<i>175,0</i>	<i>264,3</i>	<i>662,6</i>	<i>563,8</i>	<i>235,5</i>
<i>Intérêts</i>	<i>133,6</i>	<i>141,6</i>	<i>171,5</i>	<i>170,4</i>	<i>168,7</i>
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0		
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0		
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	10,0	5,1	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	9,5	5,0	0,0	0,0	0,0
<i>Intérêts</i>	0,5	0,1	0,0	0,0	0,0
Club de Paris 5 (CP5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0		
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0		
Club de Paris 6 (CP6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0		
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0		
Club de Paris 7 (CP7)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	0,0	0,0	0,0		
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0		
Club de Paris 8 (CP8)	10,0	5,1	0,0	0,0	0,0
<i>Principal</i>	9,5	5,0	0,0		
<i>Intérêts</i>	0,5	0,1	0,0		
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	95,8	105,2	79,9	75,5	94,0
<i>Principal</i>	76,0	87,4	66,8	64,3	80,4
<i>Intérêts</i>	19,8	17,8	13,1	11,1	13,6
Dettes Divers (Divers)	18,1	31,4	25,5	7,0	0,8
<i>Principal</i>	18,0	31,4	25,5	6,9	0,4
<i>Intérêts</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,4
Dettes Autres Bilatérales	50,6	40,3	51,5	65,2	79,1
<i>Principal</i>	32,5	26,4	37,4	52,1	63,3
<i>Intérêts</i>	18,1	13,9	14,1	13,1	15,8
Dettes Multilatérales	53,4	139,9	115,3	90,5	105,8
<i>Principal</i>	39,0	114,1	86,5	62,7	75,9
<i>Intérêts</i>	14,4	25,7	28,7	27,8	29,9
Emprunt Obligatoire USD	80,7	84,0	562,0	496,0	124,4
<i>Principal</i>	0,0	0,0	446,4	377,7	15,5
<i>Intérêts</i>	80,7	84,0	115,6	118,3	108,9
Dettes Intérieures	292,6	326,3	417,0	508,3	649,5
<i>Principal</i>	<i>219,6</i>	<i>260,0</i>	<i>305,8</i>	<i>389,0</i>	<i>508,7</i>
<i>Intérêts</i>	<i>73,0</i>	<i>66,3</i>	<i>111,2</i>	<i>119,4</i>	<i>140,8</i>
Bancaire	86,2	122,7	136,5	89,9	124,0
<i>Principal</i>	52,9	95,2	96,3	58,2	87,1
<i>Intérêts</i>	33,3	27,5	40,2	31,8	36,8
Divers	2,7	5,0	3,5	0,0	0,0
<i>Principal</i>	2,7	5,0	3,5		0,0
<i>Intérêts</i>	0,0	0,0	0,0		0,0
Moratoires	91,8	60,0	53,1	174,2	173,1
<i>Principal</i>	76,3	45,5	50,0	174,2	173,1
<i>Intérêts</i>	15,5	14,5	3,2	0,0	0,0
Emprunt Obligatoire XAF	111,9	138,6	223,9	244,3	352,5
<i>Principal</i>	87,7	114,3	156,1	156,7	248,5
<i>Intérêts</i>	24,2	24,2	67,9	87,6	104,0
Total Service de la Dette Publique	601,2	732,2	1 251,1	1 242,6	1 053,7
<i>Principal</i>	<i>394,6</i>	<i>524,3</i>	<i>968,4</i>	<i>952,8</i>	<i>744,2</i>

TABLEAU N°16 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2023

En Millions de Devises

	Principal	Intérêts	Total
Euros	210,191	61,378	271,6
Dollars US	661,385	209,383	870,8
JPY	0,000	0,000	0,0
IDI	21,560	7,786	29,3
CNY	305,298	51,285	356,6
DTS	0,312	0,024	0,3
KWD	0,000	0,000	0,0
CHF	0,001	0,000	0,0
XAF	691 131,3	178 828,5	869 959,8

**TABLEAU N° 17 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT EN
2022
En Milliards de F.CFA**

	Principal	Intérêts	Total
France	25,4	9,6	35,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	17,5	8,9	26,4
<i>Prêts commerciaux</i>	7,9	0,7	8,6
Chine	82,7	18,8	101,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	59,1	11,7	70,8
<i>Prêts commerciaux</i>	23,6	7,1	30,8
Espagne	2,8	0,9	3,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	2,8	0,9	3,8
Egypte	13,8	1,5	15,3
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	13,8	1,5	15,3
Canada	0,2	0,0	0,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,2	0,0	0,2
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0
Autriche	12,3	2,2	14,4
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	12,3	2,2	14,4
Maroc	0,0	0,0	0,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,1
Israel	4,2	0,5	4,7
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	4,2	0,5	4,7
Grande Bretagne	0,0	0,1	0,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,1	0,1
Emprunt Obligataire USD	313,4	106,8	420,2
Organismes multilatéraux	160,6	46,1	206,7
Total Service de la Dette Extérieure	615,4	186,6	801,9
<i>Prêts gouvernementaux</i>	76,8	20,6	97,4
<i>Prêts commerciaux</i>	64,7	13,1	77,7
<i>Emprunt Obligataire USD</i>	313,4	106,8	420,2
<i>Organismes multilatéraux</i>	160,6	46,1	206,7

TABLEAU N°18 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2023

En Millions

Monnaies	Imputations	Devises	Equivalent XAF
Euros	Principal	210,2	116 027,3
	Intérêt	61,4	37 320,6
	Total	271,6	153 347,9
Dollars US	Principal	661,4	385 834,1
	Intérêt	209,4	124 730,1
	Total	870,8	510 564,1
IDI	Principal	21,6	12 415,4
	Intérêt	7,8	3 969,4
	Total	29,3	16 384,8
CNY	Principal	305,3	17 793,1
	Intérêt	51,3	3 078,3
	Total	356,6	20 871,4
DTS	Principal	0,3	171,1
	Intérêt	0,0	14,7
	Total	0,3	185,8
CHF	Principal	0,0	0,5
	Intérêt	0,0	0,1
	Total	0,0	0,6
XAF	Principal	691 131,3	657 209,9
	Intérêt	178 828,5	176 362,1
	Total	869 959,8	833 572,0
Total Service de la Dette Publique		871 488,4	1 534 926,6

TABLEAU N°19 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2018 A 2022

En Milliards de Francs CFA

	2018	2019	2020	2021	2022
Dettes Extérieures	3 744,0	3 875,9	4 052,4	4 238,8	4 523,9
Dettes Bilatérales	804,6	872,8	841,4	841,6	845,4
dont Club de Paris	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Multilatérales	1 215,2	1 399,9	1 627,8	1 686,2	1 908,5
Dettes Commerciales	471,4	324,8	269,1	220,7	204,6
Marché Financier International	1 252,8	1 278,4	1 314,1	1 490,3	1 565,4
Dettes Intérieures	1 513,6	1 470,9	2 212,5	2 567,4	2 607,8
Dettes Bancaires	772,4	686,0	887,6	885,4	873,3
Dettes Diverses	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes Moratoires	340,6	232,8	544,1	394,4	221,3
Marché Financier Régional	393,6	552,1	780,8	1 287,6	1 513,2
Total Dette Publique	5 257,6	5 346,8	6 264,9	6 806,2	6. 131,7

TABLEAU N° 20 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS 2018-2022

En Milliards de Francs CFA

	2018	Part en % de la dette totale	2019	Part en % de la dette totale	2020	Part en % de la dette totale	2021	Part en % de la dette totale	2022	Part en % de la dette totale
Emissions Obligataires	1646,4	31,3	1830,5	34,2	2094,9	33,44	2777,9	40,8	3 078,6	43,2
Rééchelonnements	5,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0
Appui Budgétaire	948,6	18,0	1051,1	19,7	982,3	15,68	1240,4	18,2	1 553,8	21,8
Reprises de Dettes	1187,6	22,5	950,4	17,8	1663,0	26,55	1293,9	19,0	1 112,1	11,1
Projets	1469,6	27,9	1514,7	28,3	1524,6	24,34	1494,0	22,0	1 387,1	19,4
Total Encours de la Dette Publique	5257,5	100,0	5346,8	100,0	6264,9	100,0	6806,1	100,0	7 131,6	100,0

TABLEAU N°21: ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSES DE PRÊT A FIN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant	Part en % de la dette totale
Dettes Extérieures	4 354,6	61,5
Dettes Non Précédemment Rééchelonné (NPRD)	0,0	0,0
Dettes Rééchelonnées Club de Paris (CP)	0,0	0,0
<i>Club de Paris 8 (CP8)</i>	0,0	0,0
Dettes Post Date Butoir (PCOD)	501,4	7,1
Dettes Divers (Divers)	0,0	0,0
Dettes Autres Bilatérales	481,4	6,8
Dettes Multilatérales	1 854,9	26,2
Marché Financier International	1 516,9	21,4
Dettes Intérieures	2 726,4	38,5
Bancaire	715,8	10,1
Divers	0,0	0,0
Moratoires	73,8	1,0
Marché Financier Régional	1 936,8	27,4
Dettes Totales	7 081,0	100,0

TABLEAU N° 22 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2023

En Milliards de Francs CFA

Fixe	4943,3
Variable	2 137,7
<i>Euribor-3 mois</i>	39,8
<i>Euribor-6 mois</i>	1 962,5
<i>Libor - 3 mois</i>	0,0
<i>Libor - 6 mois</i>	135,4
<i>Autres</i>	0,0
Total Encours de la Dette Publique	7 081,0

TABLEAU N° 23 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET A FIN 2032

En Milliards de Francs CFA

Taux d'intérêts	Montant
≤ 0%	612,8
0,0 à 3%	1 297,6
3,0 à 6 %	2 474,6
6,0 à 10 %	2 695,9
Total Encours de la Dette Publique	7081,0

TABLEAU N° 24 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2023

Période	Montant
0 à 2 ans	1 270,3
2,0 à 5 ans	1 676,4
5,0 à 10 ans	1 986,2
10,0 à 20ans	2 148,2
Plus de 20,0 ans	0,0
Total Encours de la Dette Publique	7 081,0

TABLEAU N° 25 : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE 2018 A 2022

En Milliards de Francs CFA

	2018	2019	2020	2021	2022
France	328,3	308,1	299,8	285,9	32,9
Prêts gouvernementaux	208,7	253,2	257,6	261,2	20,4
Prêts commerciaux	119,6	54,9	42,1	24,7	12,5
Allemagne	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Etats-Unis	6,7	3,3	1,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	6,1	3,3	1,0	0,0	0,0
Grande Bretagne	0,0	7,4	0,0	0,0	0,2
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	7,4	0,0	0,0	0,2
Chine	676,3	711,9	670,0	673,3	84,4
Prêts gouvernementaux	587,8	616,6	581,1	577,8	79,1
Prêts commerciaux	88,4	95,2	88,9	95,5	25,0
Espagne	54,5	29,7	29,2	26,6	3,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	54,5	29,7	29,2	26,6	3,0
Belgique	2,1	0,0	0,0	0,0	15,8
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	2,1	0,0	0,0	0,0	15,8
Canada	3,5	3,0	2,6	2,7	0,0
Prêts gouvernementaux	3,5	3,0	2,6	2,7	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	94,9	95,1	79,8	55,1	0,2
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Prêts commerciaux	94,9	95,1	79,8	55,1	0,0
Japon	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	13,4
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	13,4
Israël	52,4	35,7	24,8	18,8	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	52,4	35,7	24,8	18,8	0,0
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8
Inde	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Pays	53,3	3,5	3,2	0,0	0,0
Prêts gouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts commerciaux	53,3	3,5	3,2	0,0	0,0
Marché Financier International	1 252,8	1 278,4	1 314,1	1 490,3	0,0
Organismes multilatéraux	1 215,2	1 399,9	1 627,8	1 686,2	0,0
Total Dette Extérieure	3 744,0	3 875,9	4 052,4	4 238,9	0,0

Prêts gouvernementaux	804,6	872,8	841,4	841,7	99,7
Prêts commerciaux	471,4	324,8	269,1	220,7	78,7
Marché Financier International	1 252,8	1 278,4	1 314,1	1 490,3	124,4
Organismes multilatéraux	1 215,2	1 399,9	1 627,8	1 686,2	105,8

TABLEAU N°26: ENCOURS PRÊTS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2023

En Milliards de Francs CFA		
	Montant	Part en % de la dette par projets
Route	492,6	34,6
Santé	157,4	11,1
Eau et Electricité	186,7	13,1
Agriculture, Pêche et Elevage	16,1	1,1
Education, Formation et Emploi	129,3	9,1
Communication et Télécommunication	56,4	4,0
Economie et Finances	158,2	11,1
Transport	23,7	1,7
Sports	75,5	5,3
Défense et Sécurité	29,0	2,0
Foret et Environnement	0,1	0,0
Bâtiments et Travaux Publics	97,7	6,9
Total Encours Prêts Projets	1 422,6	100,0

TABLEAU N° 27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2023

En Milliards de Francs CFA

	Montant
Emissions Obligataires	3 453,7
Rééchelonnements	0,0
Appui Budgétaire	1 396,8
Reprises de Dettes	807,9
Projets	1 422,6
Total Encours de la Dette Publique	7 081,0

LISTE DES TABLEAUX

- TABLEAU N°1** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2018 A 2022
- TABLEAU N°2** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2018 A 2022
- TABLEAU N°3** : NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2023
- TABLEAU N°4** : TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2023
- TABLEAU N°5** : DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2023
- TABLEAU N°6** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2023
- TABLEAU N°7** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2023
- TABLEAU N°8** ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE A FIN 2023
- TABLEAU N°9** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2023
- TABLEAU N°10** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2023
- TABLEAU N°11** : INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023
- TABLEAU N°12** : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS ET PRETS PROGRAMMES EN 2022
- TABLEAU N°13** : DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2022
- TABLEAU N°14** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2018 A 2022
- TABLEAU N°15** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE DETTE DE 2018 A 2022
- TABLEAU N°16** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2023
- TABLEAU N°17** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT EN 202
- TABLEAU N°18** : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2022
- TABLEAU N°19** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2018 A 2022
- TABLEAU N°20** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS 2018-2022
- TABLEAU N°21** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CLASSE DE PRÊT A FIN 2023
- TABLEAU N°22** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2023
- TABLEAU N°23** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2023
- TABLEAU N°24** : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2023
- TABLEAU N°25** : ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT DE 2018 A 2022

TABLEAU N°26 : ENCOURS PRETS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2023

TABLEAU N°27 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A FIN 2023

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : EVOLUTION DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2018 A 2022

GRAPHIQUE N°2 : REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2018 A 2022

GRAPHIQUE N°3 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE DE 2018 A 2022

GRAPHIQUE N°4 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE 2018 A 2022

GRAPHIQUE N°5 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2018 A 2022

GRAPHIQUE N°6 : DECAISSEMENTS SUR EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2023

GRAPHIQUE N°7 : SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2023

GRAPHIQUE N°8 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATIONS A FIN 2023

GRAPHIQUE N°9 : ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2023

GRAPHIQUE N°10 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NATURE DE TAUX D'INTERET EN 2023

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	3
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION	7
1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2018 A 2022.....	8
1.1. Evolution des nouveaux emprunts 2018 à 2022.....	8
1.1.1. Montant des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2018 à 2022.....	8
1.1.2. Affectation des nouveaux emprunts de 2018 à 2022.....	9
1.1.3. Termes moyens des nouveaux emprunts de 2018 à 2022	10
1.2. Evolution des décaissements de 2018 à 2022.....	11
1.2.1. Les décaissements sur financements extérieurs de 2018 à 2022.....	11
1.2.2. Les décaissements sur financements intérieurs de 2018 à 2022	12
1.3. Evolution du service de la dette publique de 2018 à 2022	13
1.3.1 Evolution du service de la dette publique extérieure de 2018 à 2022	13
1.3.2 Evolution du service de la dette publique intérieure de 2018 à 2022.....	14
1.4 Evolution de l'encours de la dette publique de 2018 à 2022.....	15
1.4.1 Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2018 à 2022.....	15
1.4.2 Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2018 à 2022	16
1.4.3 Evolution des termes moyens de l'encours de la dette publique de 2018 à 2022	17
1.4.4 Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies de 2018 à 2022	17
1.5 Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2018 à 2022	18
1.5.1 Evolution du taux d'endettement public de 2018 à 2022	18
1.5.2 Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2018 à 2022.....	18
2 MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023.....	19
2.1 Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2023.....	19
2.1.1 Nouveaux engagements.....	19
2.1.1.1 Montant des nouveaux engagements en 2023	19
2.1.1.2 Répartition des nouveaux engagements en 2023	20
2.1.1.3 Répartition des nouveaux engagements extérieurs.....	20
2.1.1.4 Répartition des nouveaux engagements intérieurs.....	21
2.1.2 Conditions d'emprunt en 2023.....	21
2.1.2.1 Nouveaux engagement en devises 2023	21
2.1.2.2. Termes moyens des nouveaux engagements en 2023	21
2.1.2.3 Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2023	23
2.1 Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2023.....	24

2.1.1	Décaissements sur financements extérieurs	24
2.1.2	Décaissements sur financements intérieurs.....	25
2.1.3	Affectation des décaissements en 2023	25
2.1.4	Décaissements sur prêt-projets	25
2.1.5	Décaissements sur emprunts d'équilibre	27
2.1.6	Décaissements en devises en 2023.....	27
2.2	Termes moyens des décaissements sur FINEX et FININ en 2023	Erreur ! Signet non défini.
3	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2023.....	29
3.1	Service de la dette publique extérieure en 2023	29
3.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2023	30
3.1.2.	Paiements d'intérêts de la dette publique extérieure en 2023	31
3.1.3.	Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2023	31
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2023.....	32
3.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2023	33
3.2.2.	Paiements des intérêts de la dette publique intérieure en 2023	33
3	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2023.....	34
3.1	Encours de la dette publique par source de dette à fin 2023	34
3.1.1	Encours de la dette publique extérieure à fin 2023.....	34
3.1.2	Encours de la dette publique intérieure à fin 2023	35
3.2	Encours de la dette publique par affectation à fin 2023	35
3.2.1	Encours de la dette publique par projet à fin 2023	36
3.2.2	Encours de la dette publique hors projets à fin 2023	38
3.2.3	Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2023	38
3.2.4	Encours de la dette publique par monnaie à fin 2023.....	39
3.2.5	Encours de la dette publique par taux d'intérêt à fin 2023	39
3.2.5.1	Encours de la dette publique par type de taux.....	39
3.2.5.2	Encours de la dette publique par niveau de taux	40
3.2.6	Encours de la dette publique par maturité à fin 2023	41
4	INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023.....	43
4.1	Taux d'endettement public en 2023.....	43
4.2	Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2023	43
	CONCLUSION	44
	ANNEXES	46
	LISTE DES TABLEAUX	57
	LISTE DES GRAPHIQUES	58

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

Boulevard de l'indépendance

Rue Camp de Police (Face Prix Import)

B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241)05047332 Fax : (241)01766790

E-mail : mecitdgd@gmail.com

Site Web : www.dette.ga